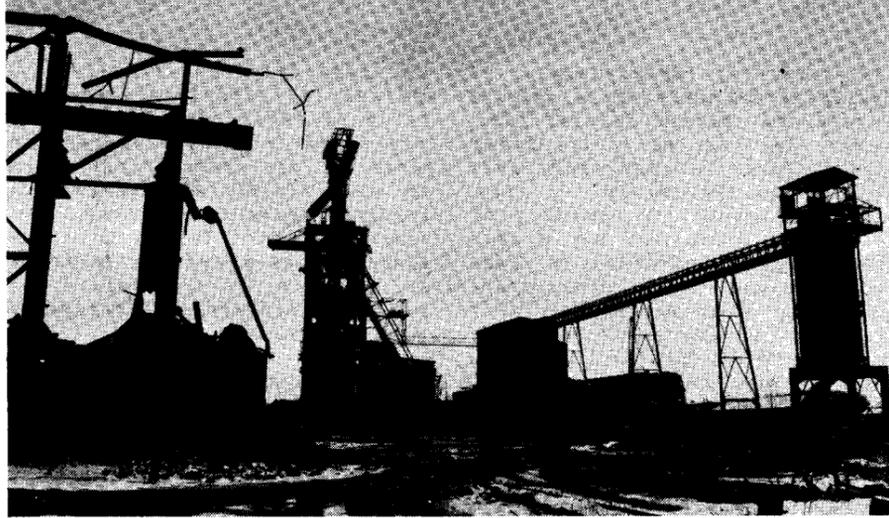


Austérité, antisoviétisme, racisme

Cinq ans de sale boulot



Sipa



sans crédit

Le sale boulot: la destruction de pans entiers de la classe ouvrière, des mesures anti-immigrés qui déchaînent la terreur raciste.

13 janvier -- Interrogé la semaine dernière au cours de l'émission "L'heure de vérité" d'Antenne 2 sur les 500000 emplois perdus depuis l'arrivée de Mitterrand à l'Élysée, le premier ministre Fabius laissa échapper ces mots: "c'est à nous qu'est revenu de faire le 'sale boulot'" en parlant de ce que la droite leur avait laissé. Fabius venait de trahir le secret du front populaire.

Car ce n'est pas "la gauche", en tant que représentante de partis ouvriers de masse, réformistes mais formellement indépendants de la bourgeoisie, qui a régné depuis 1981, mais des gouvernements de collabora-

tion de classe -- et dans l'avatar "Union de la gauche" sous Mauroy-Delors et dans le gouvernement de "modernisation" de Fabius. C'est Mitterrand qui s'est installé sur le trône du président de la Ve République mais la loi lui a été dictée par ses partenaires bourgeois et ceux qui avaient besoin d'un gouvernement "en rose" pour faire plus facilement avaler aux travailleurs et aux immigrés les frais de la crise capitaliste: tels Delors, l'ancien conseiller de Chaban Delmas, les spécialistes en industrie "efficaces" comme Besse (Renault), les magnats de la presse réactionnaire comme Hersant, l'Église

catholique et l'armée colonialiste et antisoviétique, à laquelle Mitterrand et Cie ont dû explicitement offrir leur allégeance pour avoir la permission de gouverner. L'élection de ce gouvernement, qui avait promis d'appliquer un programme d'austérité antiouvrière et avait obtenu un accord de neutralité avec les gaullistes

chiraquiens avant les élections de 81 sur la base d'un antisoviétisme virulent, n'a jamais été une victoire. Il est crucial de tirer les leçons amères du désastre du front populaire afin de préparer les luttes à venir.

Cinq ans de gouvernement de "gauche" et toutes les classes sociales

Suite page 4

A bas Duvalier! Pouvoir ouvrier!

La révolte noire secoue Haïti

13 janvier -- Depuis maintenant six semaines, Haïti, la nation noire des Caraïbes, est secoué par une vague d'agitation. Le 27 novembre dernier, à Gonaïves, l'armée abattait quatre lycéens qui participaient à une manifestation de quelque 700-800 personnes pour protester contre la dictature de Duvalier. Les manifestations ont très vite gagné les villes du Sud. En décembre, il y a eu deux manifestations à Port-au-Prince, la capitale. Le régime a essayé d'étouffer la flamme de la révolte en dépêchant par hélicoptère des troupes d'élite un peu partout dans le pays. Mais la semaine dernière les manifestations éclataient de nouveau et les mobilisations étudiantes empêchaient la reprise des cours après les vacances de Noël. D'après des témoins, toutes les routes vers le Nord étaient coupées par les masses occupant les rues. Une grève générale a été appelée. Maintenant, même Washington prend ses distances vis-à-vis du gouverne-

ment. Il semble bien que les jours du régime sanglant du Président-à-vie, Jean-Claude Duvalier, "Baby Doc", soient comptés.

Le samedi 11 janvier, aux USA, plus de trois mille personnes manifestaient à Brooklyn, à côté de New York, pour protester contre la répression brutale à Haïti. La foule vibrait aux accents militants du podium. Un militant, exprimant la haine de la foule pour le boucher Duvalier, scandait sans arrêt, "décapitez-le, brûlez sa maison!" Tout le long du discours d'un certain Ramsey Clark, ancien *attorney* [procureur] général US, une femme criait: "Nous avons besoin d'armes russes." Nos camarades américains de la Spartacist League manifestaient sous la banderole "A bas Duvalier! Pouvoir ouvrier!" Les manifestants reprenaient et scandaient ce mot d'ordre avec un enthousiasme évident. La foule s'est également attaquée au traitement raciste réservé aux réfugiés haïtiens aux USA. Un

manifestant s'est emparé d'un panneau de nos camarades appelant à la "libération des Haïtiens des camps de concentration de Reagan" et l'a porté en tête de manif.

Avec cette révolte à Haïti, c'est la première fois, depuis que François Duvalier (Papa Doc) a pris le pouvoir en 1957, que l'existence même du régime semble être en jeu. En 1984, on a assisté à des émeutes de la faim qui se sont rapidement éteintes en face des baïonnettes de l'armée. Cette fois-ci elles sont plus organisées que spontanées et la répression n'a fait que provoquer une agitation plus grande.

Même si la presse n'évoque que la répression contre les personnalités bourgeoises connues, ce sont les masses haïtiennes qui sont les principales victimes de la police secrète du régime, les sinistres "tontons macoutes". Les tontons macoutes ont également les mains libres dans la République de Saint-Domingue

(l'autre moitié de l'île) où ils terrorisent les exilés haïtiens. Aux États-Unis ces tueurs font leur sale boulot en coopération avec le FBI. La lutte contre la dictature de Duvalier doit être aussi dirigée contre ses alliés dominicains et ses patrons américains.

HAÏTI: LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE NOIRE

Quand, il y a 180 ans, la colonie française de Saint-Domingue déclarait sa libération à Gonaïves, Haïti est devenu la première république noire indépendante dans le monde. Ce fut un phare révolutionnaire pour les mouvements d'indépendance de l'Amérique latine. Inspirée par les principes de la Révolution française, l'abolition de l'esclavage par Toussaint Louverture provoqua une vague d'agitation parmi les esclaves du sud américain, dont les révoltes dirigées par Gabriel Prosser en 1800 et par Denmark Vessey en 1822. Les États-Unis refusèrent jusqu'à la Guerre de Sécession de reconnaître Haïti. Mais au niveau interne Haïti a sombré dans la stagnation. A l'issue d'une guerre civile désastreuse une élite mulâtre remplaça au pouvoir les généraux révolutionnaires noirs. Avec le déclin de l'économie de plantation, Haïti est tombé sous la domination économique des USA. Finalement les

Suite page 9

Emprisonnez les flics tortionnaires de Rouen!

7 janvier. -- Dernièrement a eu lieu la reconstitution de la nuit de tortures que plusieurs flics de Rouen avaient fait subir en février dernier à cinq jeunes -- dont trois beurs -- d'un quartier ouvrier de cette ville, les Sapins. Ces policiers, au nombre de douze, ont été inculpés par un juge d'instruction de Caen après que ces jeunes aient, courageusement, porté plainte. Cela avait d'ailleurs immédiatement déclenché une vendetta des flics qui ont cherché par tous les moyens à impliquer au moins l'un des plaignants à chaque fois qu'un délit était commis à Rouen ou dans sa banlieue. *Paris-Normandie*, le journal régional de Hersant, a servi de support publicitaire à cette campagne en cherchant systématiquement à présenter les victimes des flics comme de jeunes délinquants.

Car cette affaire est exemplaire. Les flics, soutenus par leurs amis journalistes, veulent pouvoir continuer à terroriser en toute impunité jeunes et immigrés et à avoir le droit de vie et de mort sur quiconque met

les pieds dans un commissariat -- on s'est en effet vite aperçu, au fur et à mesure que l'affaire était connue, que les cinq jeunes qui ont porté plainte étaient loin d'être les seuls à avoir subi ce genre de sévices. Tous ceux qui veulent lutter contre la terreur raciste qui ensanglante ce pays doivent donc se mobiliser pour que les flics tortionnaires soient immédiatement emprisonnés, jugés et condamnés.

Plusieurs organisations démocratiques ou politiques, dont "La Banane à mûri", la Ligue des droits de l'homme et la Ligue trotskyste, ont entamé une campagne de protestation et ont fait connaître le plus largement possible ce scandale par des manifestations et surtout par voie de presse, afin que ces jeunes ne puissent pas simplement être les victimes de la vengeance des flics dans un coin sombre et à l'insu de tout le monde.

Après le dépôt de la plainte et malgré quelques tentatives procéduraires pour entraver la procédure, l'affaire a été portée devant un

juge d'instruction de Caen qui s'est trouvé obligé, en septembre dernier, d'inculper les policiers mis en cause. Car malheureusement pour eux, en plus des certificats médicaux du CHR de Rouen attestant des sévices infligés, il se trouva aussi des témoins pour confirmer que les blessures des cinq victimes n'étaient pas dues au fait qu'ils avaient glissé sur quelque chose (ou, comme le disait le commissaire, parce que "l'interpellation avait eu lieu dans des conditions difficiles").

EMPRISONNEZ LES FLICS TORTIONNAIRES!

Mais bien qu'ils aient été inculpés, les flics tortionnaires ont été laissés en liberté et en exercice. Ces individus dangereux (et armés) sont ainsi libres non seulement de continuer leurs exactions mais aussi d'exercer des représailles contre les cinq plaignants, leurs familles et leurs proches et d'intimider les témoins. Il faut

qu'ils soient placés en détention provisoire pour les empêcher de nuire avant leur procès. Et il faut que ce procès ait lieu dans les plus brefs délais!

Car les flics et leurs amis ont compris que leur meilleure défense est de faire oublier l'affaire, d'avoir un procès discret où la justice bourgeoise pourra "sereinement" fermer les yeux sur leurs "bavures" en reconnaissant les services rendus au "maintien de l'ordre", sans avoir à subir la colère de tous ceux qui sont écoeurés par la terreur raciste et policière.

Comme nous le disions dans un tract distribué l'été dernier dans la région rouennaise, "on ne peut pas compter sur la justice de l'Etat bourgeois. Comme les flics, elle est là pour défendre les intérêts des patrons contre les ouvriers, faire appliquer leur politique d'expulsions et de terreur raciste." Et nous poursuivions en insistant que seule une mobilisation massive sur cette affaire, en particulier des organisations de la classe ouvrière qui ne doit pas tolérer qu'on traite ainsi ses enfants, pourrait permettre que justice soit rendue, une mobilisation qui devienne un point de ralliement pour que cessent les crimes racistes qui ont lieu dans toute la France.

La vigilance qui a permis que la plainte ne soit pas mise au rencart ne doit pas faiblir avant que les flics soient mis immédiatement hors d'état de nuire avant de recevoir le châtimeur qu'ils méritent afin de décourager leurs émules avec ou sans uniforme.

- Emprisonnez immédiatement les flics tortionnaires!
- Flics hors des quartiers immigrés!

Lettre

Lens, le 21 décembre 1985

Chers camarades,

Voici le chèque de réabonnement pour le *Bolchévik*. Cela ne signifie pas ralliement à vos thèses (je reste fidèle au PCF bien qu'en désaccord avec sa ligne droitière; je ne sais d'ailleurs pas bien pourquoi, tout en défendant votre ligne propre, vous ne raisonnez pas envers ce parti et la CGT comme vous le faites à propos de l'URSS et des "Etats ouvriers déformés". Vous prônez à leur sujet la défense inconditionnelle et la critique révolutionnaire, alors que le premier volet semble absent de vos positions quand il s'agit du parti français. La bourgeoisie et la S.D. [social-démocratie] ne sont pourtant pas plus tendres envers les partis occidentaux issus de la IIIe Internationale qu'envers les pays qui ont suivi la voie soviétique...), mais intérêt pour le débat entre formations se réclamant de Marx, luttant contre l'antisoviétisme et contre l'eurocommunisme.

Fraternellement,

G.G.

Réponse du Bolchévik: Le PCF n'est pas à notre avis un endroit pour un communiste. D'abord parce que les bureaucrates qui le dirigent ne toléreraient certainement pas une opposition révolutionnaire à l'intérieur de leur parti -- pas plus tard que dans les années 40 les Duclos et les Thorez assassinaient nos camarades qu'ils traitaient d'"hitléro-trotskyistes". C'est un parti ouvrier réformiste, c'est-à-dire qu'il est passé définitivement du côté de la défense de l'ordre bourgeois. Et cette dégénérescence ne remonte pas à l'entrée de ses quatre ministres dans le gouvernement Mauroy, ni à l'"Union de la gauche", ni même à l'abandon des références -- purement formelles -- de son programme à la dictature du prolétariat. Au moment de l'investiture du premier gouvernement Mauroy, nous écrivions: "[...] la trahison décisive du PCF remonte beaucoup plus loin; elle remonte aux facteurs qui sont derrière le soutien du PCF au premier front populaire de 1936. La trahison décisive des partis staliens remonte à 1933, quand le PC

allemand, avec l'aval de l'Internationale communiste sous Staline, a pris la ligne 'après Hitler, nous' permettant ainsi à Hitler de prendre le pouvoir sans que le PC le plus puissant d'Europe ne lève le petit doigt. Le pacte Laval-Staline (acceptation de la 'défense nationale' en France) a consolidé cette trahison pour le PCF, levant ainsi les derniers obstacles pour que le PCF soutienne sa 'propre' bourgeoisie au moment du front populaire: depuis lors la politique du PCF reste fondamentalement la même" (Supplément spécial Ministres PCF du *Bolchévik* n°26, juin 1981).

Le social-chauvinisme -- l'acceptation de la "défense nationale" --, avec le soutien au colonialisme qui accompagne inévitablement le militarisme impérialiste français, ont été un symptôme crucial de la dégénérescence du PCF, tout comme pour les partis de la Deuxième Internationale pendant la Première Guerre mondiale. Il y a là plus qu'un parallèle: la répétition, à vingt ans d'intervalle, du même processus de capitulation devant l'ordre bourgeois. Avec, certes, une différence: le PCF restera encore pour une fraction de la bourgeoisie un parti "antinational" tant qu'il n'aura pas rompu explicitement tout lien avec Moscou. Ce que Marchais et Cie répugnent encore à faire parce qu'ils ne veulent pas finir comme le PC espagnol. Mais le PCF n'est pas pour autant moins réformiste que les dirigeants "socialistes" de 1914.

Cette comparaison historique est importante. Car les partis de la Troisième Internationale de Lénine et de Trotsky -- les partis communistes -- avaient l'obligation de rompre avec les anciens partis "socialistes" passés à l'ennemi. La dix-septième des "Conditions d'admission des partis dans l'Internationale communiste", adoptées par le deuxième congrès de l'Internationale en juillet 1920, stipule en effet que: "L'Internationale communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes. Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis 'social-démocrates' ou 'socialistes' officiels qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière soit plus nette aux yeux de tout travailleur."

C'était la méthode de Lénine, la méthode que Trotsky devait appliquer en 1933, après que l'Internationale stalinienne tout entière ait justifié la honteuse absence de

résistance du PC allemand devant Hitler, en proclamant la nécessité d'une nouvelle Internationale, cette Quatrième Internationale qui est aujourd'hui à reforgé. Mais Trotsky faisait une différence très nette entre les partis de l'Internationale stalinienne dans les pays capitalistes et l'Etat ouvrier soviétique lui-même. Dans *La Quatrième Internationale et l'URSS. La nature de classe de l'Etat soviétique* (1935), il écrivait: "L'effondrement de l'IC ne signifie-t-il pas en même temps l'effondrement de l'Etat qui est issu de la révolution d'Octobre? [...] Si les méthodes de la bureaucratie stalinienne sont de la même espèce dans tous les domaines, les résultats objectifs de ces méthodes dépendent des conditions extérieures ou, dans le langage de la mécanique, de la résistance des matériaux. L'Internationale communiste représentait une arme destinée à anéantir le régime capitaliste et à instaurer la dictature du prolétariat. L'Etat soviétique représente une arme destinée à sauvegarder les conquêtes d'une révolution déjà accomplie. Les partis communistes d'Occident n'ont hérité d'aucun capital. Leur force (en fait leur faiblesse) est en eux-mêmes et seulement en eux. La force de l'appareil [soviétique] n'est pour les neuf dixièmes pas en lui-même, mais dans les changements sociaux effectués par la révolution victorieuse. [...] [Cette considération] nous montre comment et pourquoi l'appareil stalinien a pu perdre définitivement son importance comme facteur révolutionnaire international et conserver une partie de son importance progressiste comme gardien des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne."

Tu as aussi mentionné la CGT. Pour nous, un syndicat n'est pas un parti, ni un parti déguisé. Un parti rassemble une fraction de la classe ouvrière autour d'un programme politique. Les syndicats, au contraire, doivent rassembler tous les travailleurs, sans exclusive politique, pour la lutte économique contre les patrons, et sont une arène politique où le parti révolutionnaire doit se battre pour conquérir la direction des masses.

Un argument souvent avancé pour justifier le refus de quitter le PCF pour construire un nouveau parti léniniste, c'est que le PCF est le parti de la classe ouvrière française et qu'il le restera. C'est une conception profondément pessimiste qui revient au fond à dire que les ouvriers de ce pays n'ont que la direction qu'ils méritent. C'est s'aplatir servi-

lement devant le fait accompli et le proclamer inévitable et nécessaire. Et c'est aussi capituler à l'avance devant les bureaucrates du PCF qui cherchent toujours à justifier leurs trahisons en expliquant qu'ils ont "fait ce qu'ils ont pu" mais que "la classe ouvrière n'était pas prête"... Après la défaite de la révolution espagnole, Trotsky eut l'occasion de réfuter en détail ce genre d'arguments: "En réalité, la direction n'est pas du tout le 'simple reflet' d'une classe ou le produit de sa propre puissance créatrice. Une direction se constitue au travers des heurts entre les différentes classes ou des frictions entre les différentes couches au sein d'une classe donnée. Mais, aussitôt apparue, la direction s'élève inévitablement au-dessus de sa classe et risque de ce fait de subir la pression et l'influence d'autres classes" (Classe, parti et direction). Pour résister victorieusement à ces pressions il faut un programme révolutionnaire.

Contre le défaitisme de ceux qui pensent qu'il est impossible de forger un parti léniniste-trotskyiste qui devra éliminer l'obstacle que représente le PCF en scissionnant sa base ouvrière, nous opposons notre ferme conviction que cette tâche ardue mais nécessaire peut et doit être réalisée. Le prolétariat de ce pays mérite une direction révolutionnaire.

LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, Section de la tendance spartaciste internationale, pour reforgé la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION: William Cazenave (rédacteur en chef), Marc Delvaux, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Jean Thimbault. REALISATION: Jocelyne Melies. DIFFUSION: Jean Thimbault. DIRECTEUR DE PUBLICATION: William Saffores-Mondotte.

Pour toute correspondance:
● Paris: Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris cédex 10. Téléphone: (1) 42-08-01-49
● Rouen: M. Benoît, B.P. 817, 76009 Rouen cédex. Téléphone: 35-71-20-86

Imprimerie: I.C.T., 51 rue Olivier Métra, 75020 Paris. Commission paritaire: n°59267. Distribué par les NMPP.

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

C'est à l'université de Nanterre, le 12 décembre dernier, que nous avons vu une espèce de bloc malheureux pour un meeting de "solidarité avec Solidarnosc" qui suivait juste les "révélations" de *Libération* sur le financement de cette organisation "autogérée" par la CIA. Ce bloc hétéroclite allait des anticommunistes du SMOT, "syndicat libre" d'URSS dont le représentant passait son temps à calomnier la révolution bolchévique et à insulter Lénine, en passant par les anarchistes de la revue hongroise *Istok*, opposés à l'économie planifiée, et la LCR qui prônait les vertus miraculeuses de l'"autogestion" (et pourquoi pas l'"économie mixte", comme au Nicaragua?) jusqu'à la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR). Pour ceux qui ne connaîtraient pas la LOR et sa section en Pologne qui milite dans Solidarnosc, nous traçons ici un bref rappel historique.

CLIQES ET CLAQUES

Nous sommes en 1973. L'OCI, actuel PCI-MPPT, amorce un tournant droitier vers la capitulation devant le front populaire de 1973-74. Apparemment afin d'ôter à ses militants toute idée de lutte fractionnelle contre la nouvelle "ligne", la direction Lambert-Just lance une brutale campagne d'intimidation politique qui aboutit à l'exclusion de Michel Varga, membre du CC de l'OCI, accusé d'être un agent du Guépéou et de la CIA (pour faire bonne mesure), et de ses sympathisants. Une commission d'enquête créée à l'initiative de la tendance spartaciste internationale et regroupant LO, la LCR et le SWP américain finira par conclure que ces accusations n'étaient nullement prouvées -- pour notre part, nous les considérons comme des calomnies. Néanmoins louche et extrêmement douteux, Varga a constamment refusé de faire la lumière sur son passé, en particulier sur le fait qu'à la fin des années 50 il avait sollicité des subsides du département d'Etat américain (Cf. *Documents sur "l'affaire Varga": La lutte de la tendance spartaciste internationale pour une commission d'enquête impartiale*, brochure de la LTF, septembre 1977).

Par exemple, le caractère antisémite de cet individu ne fait aucun doute. Plusieurs de ses lettres parlent, à propos d'un militant juif, "d'exclure du milieu culturel [des émigrés hongrois] ce sale youpin", ou encore: "[...] je ne suis pas antisémite. Mais regardons les choses en face: la question juive existe. Je ne les hais pas, mais j'en ai marre qu'on agisse en mon nom: ils essaient de diriger les Hongrois [...]" (Ibid.)

Donc c'est Michel Varga qui est à l'origine de la LOR, laquelle s'est ensuite autoproclamée "Quatrième Internationale". Varga lui-même s'est fait exclure de son organisation en janvier dernier; non pas qu'un éclaircissement nouveau sur son passé se soit enfin produit, mais à cause, si on en croit la LOR, d'une "rupture politique". Pendant des années, cette toute petite organisation était surtout connue, du moins en France, pour ses "initiatives" caractérisées par un volontarisme délirant -- comme une marche sur le mur de Berlin! -- et une stalinophobie profonde qui n'a rien à envier à celle de son organisation mère, l'OCI-PCI-MPPT. Arrive Solidarnosc, le "syndicat" maison des banquiers et de la CIA.

LA DICTATURE "VARGUISTE" DU PROLETARIAT ET LE CONGRES DE SOLIDARNOSC

En décembre 82, la "Quatrième Internationale" varguiste proclame: "Le phillistin social-démocrate, eurocommuniste, stalinien et petit-bourgeois a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot dictature du prolétariat. Et bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air? Regardez les MKS et MKZ de la révolution polonaise, regardez le Congrès de Solidarnosc.

"C'était la renaissance de la dictature du prolétariat" (*Les trotskystes dans la révolution polonaise*, décembre 1982).

Quand les varguistes absolvent Solidollarnosc

Il suffit malheureusement de "regarder le congrès de Solidarnosc", et plus précisément les thèses adoptées par ledit congrès, pour voir que la réalité est sensiblement différente. La première thèse du chapitre III déclare en effet: "Les barrières bureaucratiques rendant impossible le fonctionnement du marché, doivent être abolies. Les organes centraux de l'administration de l'économie

n'empêche pas la LOR de faire bloc avec ces groupes peu ragoûtants dans ce "syndicat" clérical et réactionnaire. Ainsi, les varguistes deviennent non pas l'aile gauche de Solidarnosc mais la couverture de gauche de ce bloc politique réactionnaire qu'est en fait ce "syndicat" à la solde des impérialistes.

Pas étonnant donc que quand nous avons demandé, lors du meeting

lisme dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés. D'après cette théorie, Jaruzelski et ses congénères sont simplement des agents de l'impérialisme qui, en collusion avec Reagan et Jean-Paul II, oeuvrent au renversement des acquis ouvriers. Certes, la bureaucratie stalinienne de Pologne ou d'URSS poursuit éternellement la chimère de la "coexistence pacifique" avec l'impérialisme. Certes, sa politique pousse la classe ouvrière dans les bras des pires réactionnaires organisés autour de l'Eglise catholique, apostolique et romaine du pape de guerre froide Wojtyla. Mais les bureaucrates savent très bien qu'ils seraient les premières victimes de la terreur blanche qui accompagnerait inévitablement le renversement de l'Etat ouvrier en Pologne -- comme les cadres staliens avaient été les premières victimes des bourreaux nazis après la conquête de l'Ukraine par les troupes d'Hitler. Et c'est pourquoi les bureaucrates sont obligés de défendre, souvent au dernier moment, les formes de propriété collectivisées sur lesquelles ils reposent et qu'ils mettent continuellement en danger -- jusqu'à ce qu'ils soient balayés par une authentique révolution politique qui instaurera une véritable démocratie soviétique.

ENCORE ET TOUJOURS LES DOLLARS DE LA CIA

Mais le caractère contre-révolutionnaire de Solidarnosc ne s'est pas manifesté seulement dans son programme, comme nous l'avons vu. L'aide sonnante et rébuchante envoyée par ses bienfaiteurs d'Occident, Vatican, CIA et Cie, en était une manifestation encore plus concrète.

Lors du meeting du 12 décembre, nous avons demandé ce que les orateurs pensaient de la rencontre entre les patrons américains et Walesa à Paris en 1981 (Cf. *le Bolchévik* n°31, février 1982), du fait que Walesa était contre la grève des mineurs britanniques et de ce que Solidarnosc touche les dollars de Reagan. Nous avons demandé s'il y avait dans la salle des gens qui seraient prêts à en toucher. La seule réponse fut un tollé général d'invectives à notre égard. Mais peu après, Békier, à qui Varga n'a probablement pas enseigné les principes léninistes sur les questions financières, nous a confié (en privé, naturellement) qu'il savait bien que le "syndicat autogéré" touchait de l'argent de la CIA, et que cela n'avait pour lui rien d'imprincipiel du moment que cela ne nuisait pas à l'indépendance politique... pas de quoi donc faire toute une affaire pour les 200000 malheureux dollars qui n'ont pas pu nuire, en 1984, à l'"indépendance politique" de Solidarnosc. Pourtant il n'y a pas besoin de se réclamer du trotskysme pour savoir qu'en Pologne aussi c'est celui qui paie le violoniste qui décide de la musique... ■



Walesa, l'obscurantiste que chacun absout au nom de la sainte-alliance stalinophobe.

ne peuvent imposer aux entreprises ni un rayon d'action, ni une orientation, ni davantage des fournisseurs ou des clients." Le chapitre I stipule quant à lui: "Solidarnosc, définissant ses aspirations, se fonde sur les valeurs de l'éthique chrétienne, sur notre tradition nationale et ouvrière, ainsi que sur les traditions démocratiques du monde du travail. L'encyclique sur le travail de l'homme, de Jean-Paul II, devient pour nous un nouveau stimulant dans l'action" ("Le programme de Solidarnosc", Texte intégral des thèses élaborées par le Congrès des délégués à Gdansk le 7 octobre 1981, Presses universitaires de Lille, janvier 1982). Et tout à l'avenant.

Ecoutons maintenant comment la LOR caractérise les forces politiques en présence en Pologne. On a ici des critiques extrêmement percutantes du clérical-nationalisme et de la "social-démocratie" polonaise, comme on en chercherait en vain par exemple dans la presse de la LCR: "L'opposition de l'Episcopat est celle d'un ancien propriétaire terrien qui, lentement mais conséquemment, aspire à reconquérir les propriétés et privilèges qu'il a perdus." "[...] la théorie réactionnaire de l'Etat national où la religion catholique est le critère de l'appartenance nationale polonaise" des idéologues bourgeois; "la tradition de l'arbitraire de la noblesse et de l'obscurantisme de jésuites [...] des pogroms organisés par la national-démocratie [...] la tradition de la matraque du gendarme et des balles contre les manifestants sous Pilzudski [...]. Le Programme 'indépendantiste' de Pilzudski s'est réduit à ce qu'il a attaqué la Russie révolutionnaire comme un simple pion dans les plans de l'impérialisme français et anglais [...]. Telles sont les traditions historiques de la social-démocratie polonaise [...]. La réalité actuelle de la social-démocratie n'est pas bien meilleure" (*La Quatrième Internationale*, octobre-novembre 1985). Et la LOR se réclame même de la lutte internationaliste de Rosa Luxemburg! Mais toute cette analyse fort lucide des forces qui dominent Solidarnosc

du 12 décembre, à Stéphane Békier, membre de la "LOR de Pologne", si la "liberté pour tous les partis politiques" qu'ils revendiquent signifiait aussi la liberté pour les partis bourgeois, il ait répondu par l'affirmative. Sa réponse nous a quand même inspiré une terreur vraiment salutaire! Non, la démocratie soviétique pour laquelle nous luttons et qui fait partie de notre programme de révolution politique dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés n'a rien à voir avec la démocratie bourgeoise -- laquelle prendrait d'ailleurs très probablement dans une Pologne solidarno-wojtyliste la forme d'une terreur blanche fort peu démocratique. En 1956, les ouvriers hongrois défendaient exclusivement les droits des partis qui se prononçaient pour la défense de la propriété collective -- ce qui exclut les partis bourgeois restaurationnistes -- et avaient écrasé les fascistes. En décembre 1981, nous avons choisi notre côté en nous plaçant militairement du côté de Jaruzelski face au danger de contre-révolution.

Comment la LOR peut-elle justifier sa capitulation devant des groupes qu'elle dénonce à longueur de pages? Grâce au dogme -- hérité de l'OCI-PCI-MPPT -- comme quoi la bureaucratie stalinienne est la "principale force" oeuvrant à la restauration du capita-

LE BOLCHEVIK

ABONNEZ-VOUS!

30 F pour 10 numéros (incluant Spartacist)
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)
Etranger: mandat poste international

NOM _____

ADRESSE _____



Cinq ans...

Suite de la page 1

le vomissent, tant il est banqueroutier. Il est probable que la droite revancharde reviendra au pouvoir en mars et, profitant d'un affaiblissement de la classe ouvrière et d'un climat de pogroms racistes, elle ne va pas se retenir. **Mais c'est Mitterrand qui a pavé la voie à la réaction**, et ceci est la leçon principale de tous les fronts populaires, de la Guerre civile en Espagne au Chili en 1973. Dans les années 30, Léon Blum n'a pas hésité à envoyer ses flics pour tirer sur les travailleurs à Clichy et l'effondrement lamentable de son gouvernement a finalement ouvert la voie à Pétain. Le front populaire d'après-guerre a cassé les grèves ouvrières et noyé dans le sang les révoltes dans les colonies. Ce sont les coalitions chancelantes de "centre gauche" des années 50 qui ont commencé la sale guerre d'Algérie, et qui ont préparé le terrain au coup d'Etat de de Gaulle.

Cinq ans de front populaire: des dizaines de grèves combatives -- à Peugeot et Citroën contre la CSL, celles des héroïques ouvriers immigrés de Talbot, Renault, la sidérurgie, les chantiers navals, les transports --, toutes écrasées par les CRS de Mitterrand ou déviées par la direction de la CGT dans la voie illusoire de pressions sur le gouvernement. Terreur et assassinats racistes sur une échelle inconnue depuis la guerre d'Algérie. Législation "sociale", grâce aux Dufoix, Joxe et autres, qu'un Giscard n'aurait jamais songé tenter de mettre en place. En effet, le seul qui sourit avec satisfaction devant son "bilan" des années du front populaire est le sinistre Le Pen dont les rangs de nervis terroristes et voyous fascistes ont dramatiquement gonflé au fur et à mesure que la crise économique désespérait toutes les couches de la population et que Mitterrand rendait "respectable" l'oppression raciale et l'anticommunisme primaire.

Seule dans l'"extrême gauche", la LTF s'est opposée à un vote pour le "socialiste" de guerre froide Mitterrand. Pour cette position intransigeante, nous avons eu l'honneur d'être vilipendés par de soi-disant "communistes" -- du PCF à la LCR -- qui prétendent aujourd'hui être les "déçus du socialisme". Maintenant c'est évident que Mitterrand n'a pas été "un moindre mal"; le front populaire a plutôt joué un rôle actif pour freiner les luttes qui pouvaient échapper à son contrôle et pour démobiliser et démoraiser les ouvriers. Déjà, dans le *Bolchévik* de juin 81, nous avons dit: "Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une 'austérité de gauche' en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire, ou plus exactement contre le front populaire."

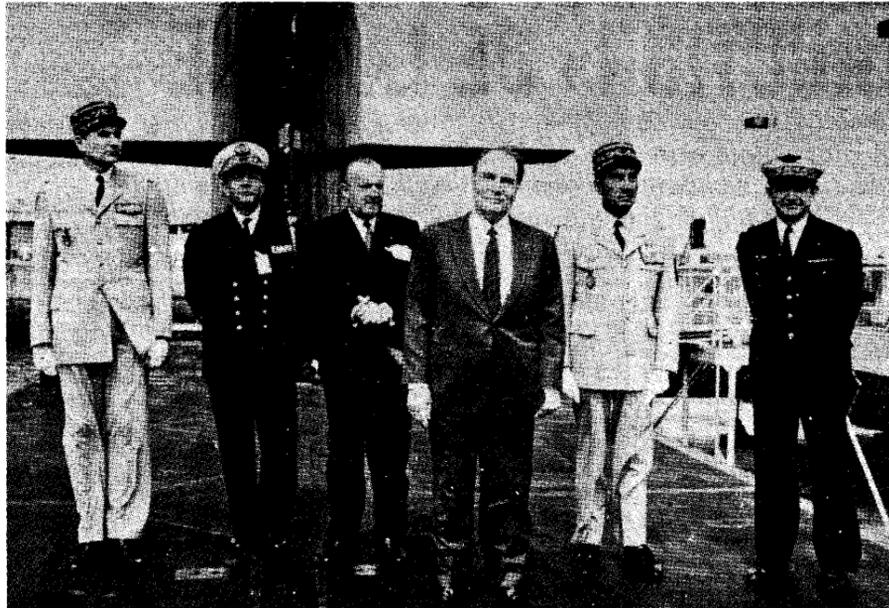
L'APRES MARS: INSTABILITE ET PRESSION "DE LA RUE"

C'est encore Fabius, cherchant à désarmer avec sa franchise (plutôt laborieuse après l'affaire Greenpeace), qui nous raconte: "Pour un gouvernement et une majorité, il existe toujours un écueil: s'ils ne proposent rien de nouveau, à quoi bon voter pour eux? S'ils avancent des idées radicalement nouvelles, pourquoi ne les ont-ils pas déjà réalisées?" (Le Monde, 7 janvier). Donc, faute de crédibilité, la majorité actuelle ne peut qu'agiter l'épouvantail des soulèvements des opprimés: débarrassez-vous de Mitterrand, dit Fabius aux futurs partenaires d'une éventuelle cohabitation, tentez de gouverner simplement avec la matraque nue, et vous aurez sûrement la "pagaille".

Parce que, bien que désorientée et affaiblie, la classe ouvrière et ses alliés potentiels n'ont pas été mâtés; les batailles décisives ont été jusqu'à maintenant esquivées. Partout dans le pays, usine par usine, parfois département par département, éclatent des grèves défensives, des grèves sauvages de courte durée mais, la plupart du temps, des grèves

totales, transcendant les divisions syndicales traditionnelles. Pour faire reculer la direction sur une sanction contre un militant ou d'autres mesures disciplinaires, les ouvriers montrent qu'ils savent que leur arme principale n'est pas dans les urnes mais dans leur capacité de faire arrêter la production. Les grèves de l'EDF dans les Bouches-du-Rhône, des cheminots, et celle de la RATP, qui a paralysé tout Paris, étaient les plus spectaculaires de ces grèves défensives.

Ainsi, malgré le consensus sur les questions fondamentales touchant à la participation de la France dans le réarmement antisoviétique et la terreur raciste contre les travailleurs immigrés et leurs enfants, la "cohabitation" mettra en place un régime instable, transitoire, bâtarde,



Laurent Rebours/Sipa

Cinq ans de renforcement et de modernisation de la force de frappe antisoviétique: le "chef des armées" pose en compagnie de son ci-devant ministre de la guerre et des gros bonnets de l'état-major au-dessus des missiles de l'Inflexible.

une forme dégénérée de front populaire (où la CFDT espère jouer le rôle de composante syndicale). Dans ce régime les aspects *bonapartistes* vont encore se renforcer: indépendance du gouvernement à l'égard des partis et des programmes, liquidation du pouvoir législatif au moyen des pleins pouvoirs, le gouvernement se situant au-dessus des fractions en lutte, c'est-à-dire en fait au-dessus de la nation, pour jouer le rôle d'"arbitre". Le président et le premier ministre se sentiront non les mandataires d'un parti déterminé ou d'un bloc de partis au pouvoir, comme le veulent les règles du parlementarisme, mais un arbitre au-dessus des classes et des partis, comme le veulent les lois du bonapartisme. Les institutions risquent d'être bloquées ou muettes, les fascistes intervenant de l'intérieur et de l'extérieur du parlement, le pouvoir étant facilement oscillant sous de telles "pressions de la rue".

On ne peut pas dire d'avance pendant combien de temps encore des ministères semi-parlementaires, semi-bonapartistes, continueront à se succéder et par quelles phases précises le pays passera au cours de la prochaine période. Mais une chose est claire: avec plus de trois millions de chômeurs et encore des milliers de jeunes dans les "TUC" esclavagistes, la lutte syndicale de routine ou les manifestations de protestation "apolitique" sont de l'utopie pure, comme en témoignent les ouvriers qui ne voient pas de raison de suivre en masse les grèves de la CGT limitées par avance à des revendications complètement minimales.

La thèse marxiste générale, selon laquelle les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, revêt à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus brûlante et la plus immédiate. Les capitalistes ne peuvent céder quelque chose aux ouvriers que s'ils sont menacés de tout perdre. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être celle de l'expropriation des capitalistes, d'en finir avec l'irrationalité d'un système économique qui va toujours privilégier les profits avant les besoins humains. C'est la voie de la révolution socialiste. La vision d'une nouvelle

société, débarrassée du chauvinisme, de la misère, la terreur raciste, la crainte de la guerre, la pauvreté, la mesquinerie morale qui est le sort normal de l'écrasante majorité de la population sous le système capitaliste, voilà ce qui peut unifier toutes les couches de la population opprimée au véhicule de la transformation sociale, la classe ouvrière, la classe qui est capable de s'emparer des moyens de production pour mettre les richesses de la société au service de tous.

PCF: BELOTE ET REBELOTE

L'intervention de Georges Marchais au "Club de la presse" d'Europe 1, le 12 janvier, (texte reproduit dans *L'Humanité* du 13 janvier) a été l'occasion pour le secrétaire général du

lequel Mitterrand l'a pris: contenir, voire casser, des luttes ouvrières. Ayant tellement bien joué ce rôle, faire passer l'austérité, ayant avalé toutes les couleuvres de guerre froide de Mitterrand, le PCF pouvait être jeté comme un citron pressé. Les "succès" du PCF dans ce front populaire **préparaient** son éviction!

Vous êtes encore sceptiques? Attendez! Pour que ça marche mieux que la dernière fois, il nous faudra une minorité de blocage que nous n'avons pas dans le parlement actuel: **"D'ailleurs, les Français peuvent réfléchir à une question: si le PS n'avait pas eu à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale, s'il n'avait pas disposé de tous les pouvoirs, si le PCF n'avait pas eu seulement 44 députés, le PS aurait-il pu faire cela? Sûrement pas" (Ibid.)**. Pauvres électeurs communistes "mécontents" qui n'ont rien compris et qui "nous ont rendus responsables de leur mécontentement alors que nous participions au gouvernement" (Ibid.). Le PCF était au gouvernement... mais il n'était responsable de rien. Ainsi, admettant que la présence du PCF ne pouvait rien influencer, Marchais veut recidiver. Le problème, c'est que ce n'est pas une question de pourcentages, c'est une question de classe -- et c'est se ligoter à l'avance que de se subordonner à une formation bourgeoise comme le front populaire.

Mais Marchais avait gardé pour la fin de son intervention son argument massue, sa carte maîtresse: **"Il n'y a jamais eu de progrès social en France sans la lutte, sans l'intervention des Françaises et des Français. [...] On nous dit: vous avez voté la confiance à telle date. Mais à la même date, je défilais avec les sidérurgistes pour la défense de l'emploi" (Ibid.)**. A en croire Marchais, les luttes de classe et l'action de ministres "communistes" dans un gouvernement de front populaire -- même dominé par le PS de Mitterrand -- sont deux formes d'action qui se renforcent mutuellement. Or l'expérience du "10 mai", comme celle de tous les fronts populaires **sans exception aucune**, démontre précisément le contraire: un tel bloc politique pour gérer l'Etat de la bourgeoisie est une formidable entrave à toute forme de lutte de classe. Pour y participer il faut passer sous les fourches caudines de la bourgeoisie et donner des gages explicites de sa docilité -- Vitry, l'Afghanistan, Talbot. Et ensuite il faut défendre son gouvernement contre la classe ouvrière quand celle-ci, bien malgré vous, entre en lutte.

Marchais a certainement beaucoup défilé depuis 81. Mais pendant l'hiver 82-83, au moment de la grève de Talbot, quand il s'agissait d'étendre et de centraliser les grèves qui éclataient un peu partout dans l'automobile et d'en faire le point de départ d'une puissante offensive ouvrière contre les licenciements et l'austérité, le PCF -- solidarité gouvernementale oblige -- a laissé délibérément ces luttes s'effriter une par une.

POUR UN NOUVEAU PARTI REVOLUTIONNAIRE!

Il faut rompre avec le cycle infernal des fronts populaires. Et pour cela il faut un nouveau parti, construit sur les épaules des anciens partis révolutionnaires, qui s'assimile la riche expérience de la lutte des classes en France, ce potentiel révolutionnaire qui terrorise la bourgeoisie et s'était exprimé avec une si magnifique insolence en Mai 68 -- "Bon anniversaire, mon général!" Oui, le prolétariat de ce pays veut une société meilleure, une autre société. Les militants qui ont fait l'expérience de ce front populaire doivent être gagnés à la perspective de la lutte pour un parti révolutionnaire.

Austérité, racisme, guerre impérialiste, ou révolution prolétarienne dirigée par un parti d'avant-garde bolchévique: l'alternative est là. Ceux qui disent que "les conditions ne sont pas mûres" pour la construction d'un nouveau parti ne démontrent qu'une chose -- qu'eux ne sont pas encore mûrs pour entreprendre cette tâche. "La victoire n'est concevable que sur la base des méthodes bolchéviques." En avant! ■

Attendez, nous crie Marchais! Attendez! D'abord ça n'a commencé vraiment à aller mal qu'après le départ de nos ministres, preuve que nous n'acceptons pas n'importe quelles couleuvres et que vous pouvez nous faire confiance pour être aussi **vigilants** la prochaine fois... En réalité, le PCF s'est fait congédier du gouvernement après avoir joué le rôle pour

«Allez les rouges»: voici le thème que la Ligue communiste révolutionnaire nous promet pour sa campagne électorale. Dans l'atmosphère de fin de règne du front populaire, le temps est venu pour un bilan de la politique de cette organisation, qui a voté pour les candidats du bloc de collaboration de classe dans chaque élection depuis 1974.

Écoutons leur propre "autocritique": "La LCR escomptait donc une polarisation sociale, et un réveil de la classe ouvrière en réaction à la politique des partis traditionnels confrontés à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Or, à l'inverse, les trahisons gouvernementales de la gauche, loin de provoquer les travailleurs à la lutte les ont plutôt globalement désarmés" (Critique communiste n° 47, décembre 1985). Une simple "erreur d'analyse", en somme. Pour les révolutionnaires, l'analyse de la "conjoncture" est moins importante que l'appétit programmatique -- il est bien connu que Lénine, en janvier 1917, ne s'attendait pas à la révolution russe avant longtemps. Mais ce que la LCR veut appeler "une erreur d'analyse" est un alibi cynique pour capituler devant le front populaire.

La LCR savait parfaitement bien ce que serait "l'attitude" des composantes de l'Union de la gauche envers les luttes ouvrières: négative! Pour ne prendre qu'un exemple, la grève générale des banques en 1974, une grève en partie dirigée par les militants de la LCR, de LO et de L'OCI, et une grève que les bureaucrates de l'Union de la gauche avaient cassée juste avant les élections de 1974, pour que ces élections se déroulent sans accroc, pour rassurer la bourgeoisie. (D'ailleurs c'est en partie cette expérience qui a amené plusieurs membres du comité central de la LCR, avec d'autres militants et dirigeants de la grève, à se rallier à la position de la tendance spartaciste internationale -- l'opposition conditionnelle aux candidats des partis ouvriers de masse tant qu'ils se présentent comme composantes d'un bloc de collaboration de classe comme l'Union de la gauche -- et devenir les fondateurs de la LTF.)

La LCR s'est tellement bien adaptée à l'ambiance de "l'état de grâce" des premiers jours du gouvernement Mitterrand qu'elle donnait elle-même l'illustration parfaite de pourquoi le soutien au front populaire est complètement incompatible avec la mobilisation des travailleurs. Dans l'euphorie -- il faut le rappeler à ceux qui prétendent maintenant avoir "organisé la défection" à l'égard de Mitterrand -- Krivine s'est même permis de s'autoproclamer la "troisième composante ouvrière de la majorité" (conférence de presse du 19 mai 1981, le Monde, 21 mai 1981).

Mais l'appartenance à cette majorité imposait certains devoirs... Krivine

La LCR et Mitterrand: séduite et abandonnée

s'interrogeait: "Comment organiser à la fois la défiance vis-à-vis des directions du PC et du PS, la mobilisation contre le patronat et ses entreprises de sabotage, la préparation d'une véritable alternative ouvrière sans pour autant faire le jeu de la droite et l'extrême droite?" (Rouge n° 969, 15-21 mai 1981).

La réponse était déjà là: le 4 mai 1981, au cours d'un meeting à la Mutualité, Krivine a prévenu les militants qu'il n'était plus question de la grève générale. "On ne va pas jouer les jusqu'aboutistes" (Libération, 19 mai 1981). Comme si le plus beau cadeau à faire à la réaction n'était pas une classe ouvrière passive! Nous avons répondu: "En 1936, le centriste Marceau Pivert appelait le Front populaire à s'appuyer sur les travailleurs contre la bourgeoisie dans l'espoir (utopique) de développer la lutte extra-parlementaire de la classe ouvrière. A droite de Marceau Pivert (auquel Trotsky s'est fermement opposé), la direction de la LCR n'est même pas pour un 'front populaire de combat'. Elle appelle en fait Mitterrand à s'appuyer sur les travailleurs... pour prendre de 'bonnes' lois au parlement! [...] Rouge est devenu une espèce de Journal officiel d'extrême gauche: on n'y parle plus que de lois, de moratoires, etc." (La guerre froide pousse la LCR et le SU dans la social-démocratie, brochure LTF, septembre 1981).

Evidemment, si l'on pense que l'on peut "contraindre les patrons"... en déposant une loi au parlement, c'est que "le pouvoir économique des patrons [est] le seul qui reste entre les mains de la bourgeoisie" (Rouge n°976, 9 juillet 1981). C'est-à-dire que l'Etat bourgeois, et même la Constitution bonapartiste de la Ve République, peuvent devenir un "outil" des travailleurs, comme l'explique le Ve congrès de la LCR: "Les partis ouvriers sont largement majoritaires. Mais de plus, les institutions et la Constitution de la Ve République leur donnent les moyens d'action dont aucun parti ouvrier n'a pu jusqu'à présent disposer dans l'appareil d'Etat d'un pays capitaliste développé" (La France à un tournant, Thèses politiques adoptées par le Ve congrès de la LCR, décembre 1981).



Rouge

Krivine prétend aujourd'hui qu'il a organisé, dès le début, la "défiance" contre Mitterrand et Cie. Rejetés par le ressac du front populaire, les centristes essaient de faire oublier qu'ils ont répondu aux appels des sirènes de la collaboration de classe.

C'est ainsi que quand les grèves éclataient à Renault en octobre 1981, mettant fin à "l'état de grâce", Rouge clamait: "chassez la direction giscardienne"... cherchant ainsi à canaliser la colère des ouvriers dans la pression sur le gouvernement.

Ce n'est pas une pression pour la révolution socialiste que la LCR a fait auprès de Mitterrand -- loin de là! La LCR était prodigue de conseils pour la réforme du capitalisme français: création d'un seul "ministère du Plan et l'Emploi", d'une "banque nationale d'investissements", construction d'une "voiture populaire" par Renault, "contrats directs" avec les pays du tiers-monde, épuration de la police, la solution pour l'oppression des immigrés ramenée au seul droit de vote, etc.

Si la LCR a su retrouver les accents de la "planification démocratique" si chère aux bureaucrates de la CFDT, ce n'est pas seulement que la LCR est bien intégrée dans cette courroie de transmission syndicale du gouvernement. Ce n'est que la forme; le contenu c'est la politique de pression sur le front populaire.

Le comble est atteint pendant la grève de Talbot en janvier 1984, quand la LCR couvre la trahison des bonzes de la CFDT-Talbot, lesquels acceptent finalement des licenciements et expulsions "volontaires" de travailleurs immigrés et signent l'arrêt de mort de la grève en demandant l'occupation policière de l'usine comme "protection" contre les nervis patronaux, au lieu de lutter pour l'extension de la grève à toute l'industrie automobile. Pourquoi pas appeler les flics de Mitterrand à la rescousse, dès lors qu'on a déjà invité des flics "démocratiques" de la FASP à manifester contre le racisme?

Et c'est tout naturel pour Christian Picquet d'expliquer que ce gouvernement colonialiste a "tous les moyens" de protéger les Kanaks contre les ratonnades, par la dissolution des milices des colons, dès lors qu'on a exigé que l'impérialisme français, sous la gestion de la social-démocratie, intervienne contre l'Etat ouvrier déformé polonais. Quand en décembre 1981 Jaruzelski a arrêté net Solidarnosc, Rouge (n°995, 18-23 décembre 1981) disait: "La 'non-ingérence' dont parle aujourd'hui Mauroy conduit nécessairement à la capitulation, voire à la complicité. Les militants socialistes en ont fait l'amère expérience en 1936, lorsque le gouvernement de Léon Blum refusa de s'engager aux côtés des masses espagnoles face au soulèvement franquiste [...]".

La volte-face du Secrétariat unifié sur l'Afghanistan, son passage dans le camp des mollahs moyenâgeux remonte à mai 1981, et ce n'est pas un hasard. La défense militaire inconditionnelle des acquis d'Octobre contre la restauration capitaliste, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'extérieur, est incompatible avec le soutien au front populaire. Et une grande fraction de la LCR a tiré justement cette conclusion en devenant explicitement capitaliste d'Etat. Rappelons-nous: quand Reagan a visité Versailles en juin 1982, les banderoles de la LCR le dénonçaient comme fauteur de guerre, mais n'avaient pas un mot contre Mitterrand.

Avec la défaite probable de cet avatar du front populaire en mars, la LCR est comme un bateau sans boussole. Quant à nous, c'est le programme trotskyste qui nous a guidés, le programme que la LCR a tout fait pour discréditer et traîner dans la boue.



Cours de la LTF

Paris

- 1) La police, l'armée et les tribunaux: l'Etat bourgeois - 22 janvier
- 2) Marxisme ou nationalisme - 19 février
- 3) Emancipation des femmes par la révolution socialiste - 5 mars
- 4) Nous sommes le parti de la Révolution russe: nature de l'URSS, défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme, et révolution politique - 6 mars
- 5) Les fronts populaires pavent la voie à la réaction - 16 avril
- 6) Afrique du Sud, Ecraser l'apartheid! Révolution ouvrière - 7 mai
- 7) Le parti révolutionnaire: Leçons d'Octobre - 21 mai

Faculté de Nanterre, Bât. de Lettres, le mercredi à 12h30

Rouen

- 1) La révolution permanente (en deux parties): (i) L'histoire de la Révolution russe - 28 décembre, (ii) Le guérillisme - 23 janvier
- 2) Le stalinisme - 6 février
- 3) Le front populaire - 20 février
- 4) Le fascisme - 13 mars
- 5) Le parti - 27 mars

Pour tous renseignements téléphoner au: 35-71-20-86



Barricade pendant l'insurrection de Moscou

Novosti

La Révolution russe de 1905

Nous reproduisons ci-dessous la deuxième partie d'une transcription, revue et corrigée pour édition, d'un exposé fait par George Foster, membre du comité central de la Spartacist League/US, au cours d'un week-end de formation organisé le 6 juin 1981 par nos camarades américains.

Deuxième partie

Comme je l'ai dit, en janvier 1905 les bolchéviques, au début, regardaient les événements de l'extérieur. Le 5 janvier, Kroupskaïa écrivait au comité de Pétersbourg une lettre sur la grève de Poutilov, qui fut le prélude au Dimanche sanglant. Elle écrit: "Mais où sont les proclamations avec lesquelles le comité avait promis d'inonder la ville? Nous ne les recevons pas. Ni aucun rapport. Nous avons appris par des journaux étrangers que l'usine Poutilov était en grève. Avons-nous des relations là-bas? Sera-t-il vraiment impossible d'obtenir des informations sur la grève? Il faut seulement qu'elles arrivent rapidement. Faites tous les efforts possibles pour faire en sorte que ce soient des ouvriers qui écrivent eux-mêmes des rapports." Et le Dimanche sanglant, le 9 janvier, quinze personnes se retrouvèrent au point de rassemblement des bolchéviques. Dans la période précédente, les bolchéviques étaient engagés dans une âpre lutte fractionnelle avec les menchéviques, lutte au cours de laquelle les deux groupes perdirent beaucoup de leurs partisans. La scission de 1903 était obscure, et particulièrement, à l'époque, pour les ouvriers des cercles sociaux-démocrates qui avaient tendance à la considérer comme une querelle interne à l'intelligentsia du parti.

Le tsar avait bien sûr réagi au Dimanche sanglant. Il avait ordonné à ses flics de rassembler une délégation d'environ 34 ouvriers pro-tsar, il les avait traînés jusqu'à son palais, aux portes de Pétersbourg, et leur avait déclaré qu'il pardonnait leur soulèvement séditionnel. Ça n'a pas passé. La colère des ouvriers a simplement explosé. Il y eut des grèves dans toute la Russie d'Europe, et

ces grèves ont continué à s'étendre pendant toute l'année 1905.

Une caractéristique de 1905, c'est que les syndicats commencèrent à apparaître, de facto et de façon non officielle. Cela représentait un nouveau problème. Mais la principale question posée, c'était de savoir si l'autocratie allait tomber. Elle avait été salement discréditée par les défaites de la guerre russo-japonaise, une guerre que Lénine voyait comme un coup porté par un capitalisme asiatique progressiste à l'autocratie tsariste. Et, sur la question du sort de l'autocratie, les divergences entre menchéviques et bolchéviques commencèrent à se manifester. Quand il devint clair que les événements en cours représentaient une énorme explosion de lutte de classes, les bolchéviques et Lénine en particulier commencèrent à appeler à l'insurrection -- pour mettre fin une bonne fois pour toutes au tsarisme.

Et si vous regardez les écrits de Lénine en 1905, vous y trouverez un texte particulièrement important qui appelle à une insurrection, qui appelle à organiser cette insurrection, à fixer une date! C'était la "solution politique" de Lénine, si vous voulez, aux événements en cours, et c'était le principal point de désaccord avec les menchéviques. Je veux que cela soit clair, parce que les menchéviques étaient forts pour essayer de se justifier sur cette question.

Les menchéviques avaient une "conférence" en même temps que le troisième congrès, le congrès bolchévique, du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie). C'était au début de l'été 1905, et leur perspective ressortit très nettement. C'était: "La victoire décisive de la révolution sur le tsarisme peut être marquée soit par la formation d'un gouvernement provisoire issu de l'insurrection populaire victorieuse, soit par l'initiative révolutionnaire de telle ou telle institution représentative qui déciderait, sous la pression révolutionnaire directe du peuple, d'organiser une Assemblée constituante nationale."

Maintenant, quand on dissèque cette déclaration, et c'est ce qu'a fait Lénine, il devient très clair que l'orientation des menchéviques était passive et suiviste. Vous savez, s'il se produit une insurrection populaire, très bien, mais d'un autre côté peut-être qu'une "assemblée

constituante nationale", un cadeau du tsar, sera organisée. Lénine écrivait: "Ainsi, l'on nous dit que la victoire décisive de la révolution sur le tsarisme peut être une insurrection victorieuse, et... la décision que prendrait une institution représentative d'organiser l'Assemblée constituante! Comment? Qu'est-ce à dire? La victoire décisive peut être marquée par la 'décision' d'organiser une Assemblée constituante?? Et cette 'victoire' figure à côté de la constitution d'un gouvernement provisoire issu d'une insurrection populaire victorieuse!! La conférence n'a pas remarqué que l'insurrection populaire victorieuse et la constitution d'un gouvernement provisoire signifient la victoire effective de la révolution, tandis que la 'décision' d'organiser une Assemblée constituante n'est pour la révolution qu'une victoire en paroles." Et si vous voulez savoir la différence entre les bolchéviques et les menchéviques dans la Révolution de 1905, c'était ça. Lénine travaillait en vue d'une insurrection pour mettre fin au tsarisme une fois pour toutes. Et les menchéviques adoptaient une politique passive et suiviste.

Bien sûr, quand Lénine les accusait de suivisme, les menchéviques avaient une réponse. Ils accusaient Lénine d'être un blanquiste, de vouloir s'engager dans le putschisme ou dans une révolution de palais. Martinov écrivit un long article expliquant que tout le monde sait que les révolutions sont des processus sociaux, qu'on ne peut pas leur fixer une date. Dans *Deux tactiques* Lénine eut une réponse très efficace: oui, on ne peut pas fixer la date de la révolution, mais on peut fixer la date d'une insurrection. Et si on veut qu'elle réussisse, il est absolument nécessaire de fixer une date pour une insurrection, de la préparer et de la mener comme on le fait pour une grève. En fait c'est une situation parallèle. Si vous avez une organisation enracinée dans le prolétariat, qui a des liens avec lui et qui est capable d'évaluer correctement la situation, il est tout à fait possible de préparer, d'organiser et de mener à bien une insurrection. Lénine avait l'intention que le POSDR joue le rôle dirigeant dans le déroulement d'une telle insurrection.

Les différents courants de l'opposition libérale se sont clairement démas-

qués en 1905, du plus conservateur au plus "radical". Les libéraux souhaitaient jouer le jeu parlementariste avec le tsar, ou se contenter des os qu'il leur jetterait à ronger. Après la vague initiale de grèves de janvier, il y eut une tentative de réunir une douma qui devait être un organe purement consultatif avec une base électorale très restreinte. Et la bourgeoisie se précipita pour saisir ces os jetés par le tsar.

L'ECRAN DE FUMÉE MENCHEVIQUE

Les menchéviques, comme je l'ai indiqué, avaient une position suiviste, mais à l'époque ce n'était pas clair pour les travailleurs. Parce qu'une des choses que faisaient les menchéviques, précisément parce qu'ils n'avaient pas la perspective d'une insurrection, c'était de se lancer dans beaucoup d'activités de grève économiste. Et il y en a eu beaucoup pendant tout 1905. Au contraire, les bolchéviques avaient la perspective de viser à des grèves politiques et de viser à rassembler les forces de ces ouvriers en grève pour une insurrection.

Donc il y avait beaucoup de confusion, et il y avait aussi des polémiques. Vous aviez des gens comme Martov et Dan et Martinov qui attaquaient les bolchéviques, et parfois les menchéviques semblaient très "orthodoxes". Le camarade Robertson a fait le point, dans son exposé sur la côte ouest [des USA], qu'il est très facile, avec le recul historique quant au rôle que le menchévisme a joué en 1905 et particulièrement en 1917, de le rejeter d'un revers de la main. Mais si vous vous replacez dans la situation de 1905, et même de 1917, ce qui se passait n'était pas si clair que ça. Parce que les menchéviques jetaient beaucoup d'écrans de fumée.

Maintenant, la conception de Lénine quant à l'objectif qui devait être celui de l'insurrection, c'était une "dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie". Il voulait que l'insurrection amène une dictature très radicale, de type jacobin, qui réaliserait toutes les tâches démocratiques bourgeoises. Extirper le tsarisme de Russie -- l'institution tout entière, sa bureaucratie et tout le reste, à peu près de la même manière que les jacobins

de la Révolution française avaient éliminé les monarchistes. Il avait donc en vue une alliance de la paysannerie insurgée et du prolétariat révolutionnaire, en particulier pour réaliser ces tâches démocratiques bourgeoises -- une dictature révolutionnaire, un gouvernement provisoire révolutionnaire qui devait être le prélude à une assemblée constituante et à une république bourgeoise. Et les menchéviks disaient: "Ah ah, Lénine est coupable de millerandisme! Qu'est-ce que c'est que cette participation à un gouvernement bourgeois? C'est de la collaboration de classes!"

Donc, vous avez Martinov, un menchévik très droitier, qui écrivait sur la "dictature petite-bourgeoise jacobine" de Lénine: "Nous sommes à la veille de l'autolibération politique de la société bourgeoise russe, à la veille d'une révolution bourgeoise. Quiconque fait l'inventaire des conditions impliquées dans l'avènement d'une dictature révolutionnaire verra que conseiller à la social-démocratie de préparer une dictature révolutionnaire ou même une 'prise du pouvoir temporaire' dans ce type de révolution, c'est lui conseiller de préparer sa propre banqueroute et de discréditer le drapeau du socialisme aux yeux du prolétariat pour une très longue période [...]. Cela signifie de plus trahir le véritable objet de la révolution, car en attirant le prolétariat dans la voie des aventures mirabolantes nous le détournons de ses vraies tâches révolutionnaires [...]. Nous devons toujours nous rappeler que jusqu'à la révolution socialiste la social-démocratie est et doit rester le parti de l'opposition extrême, au contraire de tous les autres partis, lesquels peuvent compter, d'une manière ou d'une autre, dans une mesure plus ou moins grande, participer au gouvernement d'une société bourgeoise."

Quelque temps plus tard, dans un contexte différent, Martinov faisait remarquer que: "Un parti qui vise à la dictature du prolétariat n'a pas le droit de convoiter les pièges du pouvoir, lesquels ne peuvent que briser ses liens avec le prolétariat; et s'il se retrouve au pouvoir, il n'a pas le droit de se défilier en ne remplissant pas totalement ses obligations socialistes. Soit le millerandisme, soit le marxisme!"

Et Martov, sur cette question, écrivait: "Si [le prolétariat] en tant que classe arrive au pouvoir, il ne peut pas ne pas mener de l'avant la révolution, il ne peut pas éviter de chercher la Revolution in Permanenz, la lutte directe avec toute la société bourgeoise. Concrètement, cela signifie soit répéter la Commune de Paris, soit commencer une révolution socialiste à l'Ouest qui se répandra en Russie. Et ce sera notre obligation de chercher la seconde alternative." La conférence menchévique, qui avait adopté la résolution dont j'ai cité un extrait tout à l'heure, l'extrait que Lénine a disséqué, déclara également: "Dans un cas seulement la social-démocratie devrait, de sa propre initiative, consacrer ses efforts à s'emparer du pouvoir et à le conserver le plus longtemps possible: ce serait au cas où la révolution aurait gagné les pays avancés de l'Europe occidentale, pays où les conditions nécessaires à la réalisation du socialisme sont arrivées à une certaine maturité. Dans ce cas, le cadre historique limité de la révolution russe pourrait se trouver considérablement élargi, et il deviendrait possible d'entrer dans la voie des transformations socialistes."

Ils jetaient donc beaucoup d'écrans de fumée politiques pour masquer ce qui était au fond leur véritable position. Et ils étaient assez malins pour essayer de profiter des problèmes avec la conception de Lénine de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, pour utiliser cette conception comme arme contre lui pour leurs propres objectifs, lesquels étaient au fond réformistes.

LENINE ET TROTSKY

Lénine pensait que les tâches immédiates de la révolution posées en 1905 étaient en fait les tâches de la révolution bourgeoise. Et cela

ne devrait pas nous surprendre, parce qu'il y avait une longue histoire de polémiques, dans le mouvement marxiste en Russie, contre les narodniks et les socialistes-révolutionnaires qui disaient que la Russie n'avait pas à suivre la voie du développement capitaliste à la manière de l'Europe occidentale, qu'en particulier la paysannerie russe avait des institutions historiques intrinsèquement socialistes, et qu'il était possible d'avoir en Russie une révolution des masses laborieuses qui produirait un régime socialiste russe constitué de communes rurales. Si vous lisez un grand nombre des premiers écrits de Plékhanov et de Lénine, vous pourrez voir qu'une des grandes batailles qui devait avoir lieu était une bataille pour le marxisme, une bataille pour insister que la Russie ne faisait pas exception aux lois du développement capitaliste, mais en fait y était soumise. C'était la tradition du marxisme russe d'insister, contre les populistes, que la Russie emprunterait la voie capitaliste de développement.

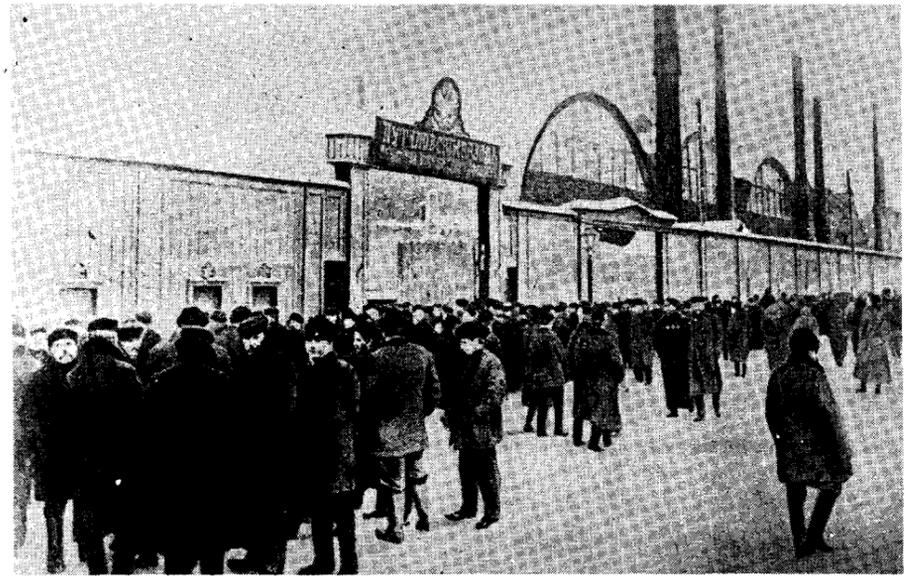
Il y avait un problème, bien sûr. Je voudrais citer Lénine à propos des positions de Trotsky à l'époque. Trotsky et Parvus, en particulier, avaient une position différente de celle de la majorité des menchéviks. Ils soutenaient qu'il était nécessaire de s'engager dans une insurrection et de constituer un gouvernement provisoire révolutionnaire en Russie, gouvernement dans lequel la classe ouvrière jouerait un rôle important. Il y avait une divergence tout au long de 1905 et Trotsky commençait à s'éloigner de Parvus et à se diriger vers la théorie de la révolution permanente. Mais dans *La social-démocratie et le gouvernement révolutionnaire provisoire*, qui est une polémique pour la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie, Lénine écrit: "Si, creux et sonore, Trotsky écrit maintenant (malheureusement aux côtés de Parvus) qu'un prêtre Gapone a pu apparaître une fois, mais qu'un second Gapone est impossible, il ne l'écrit que parce qu'il est creux et sonore. S'il n'y avait pas de place en Russie pour un second Gapone, il n'y aurait pas de place non plus pour une révolution démocratique vraiment 'grande', allant jusqu'au bout. Pour être grande, pour rappeler les années 1789-1793 et non 1848-1850, et les surpasser même, la révolution doit éveiller à la vie active, aux efforts héroïques, à une oeuvre créatrice fondamentale, des masses immenses, en les tirant de leur abîme d'ignorance, de leur oppression sans bornes, de leur abêtissement incroyable, de leur hébètement désespéré. Elle les réveille déjà, elle les réveille, et la tâche est facilitée par la résistance convulsive du gouvernement lui-même." Et il continue en soulignant combien les agissements du gouvernement facilitaient tout ça.

Trotsky, à partir de son point de vue, faisait remarquer, en particulier à la lumière de son expérience dans le soviet de Pétersbourg qui s'était constitué en 1905, qu'il y avait un problème que les bolchéviks avaient eu. La formule de Lénine ne reconnaissait pas un problème clé: si le prolétariat jouait, et en 1905 il l'avait joué, un rôle majeur en tant que bélier révolutionnaire contre l'autocratie, et si le prolétariat

était obligé, en s'appuyant sur la paysannerie et sur des soulèvements paysans dans les campagnes, de prendre le pouvoir, alors le gouvernement qui serait créé serait essentiellement un gouvernement prolétarien. En réalisant les tâches démocratiques bourgeoises, il serait aussi forcé de s'atteler à la tâche de la révolution socialiste.

Trotsky disait: "Tout le malheur vient de ce que les bolchéviks ne conçoivent la lutte de classe du prolétariat que jusqu'au moment de la victoire de la révolution; après quoi, la lutte est suspendue provisoirement et l'on voit apparaître une collaboration 'démocratique'. C'est seulement après l'établissement définitif du régime démocratique que la lutte de classe du prolétariat reprend pour amener cette fois le triomphe du socialisme. Si les menchéviks, en partant de cette conception abstraite: 'Notre révolution est bourgeoise', en viennent à l'idée d'adapter

Je voudrais dire quelques mots sur les soviets. Ils ont fait leur première apparition en 1905. Le premier est apparu en juin. Il s'est développé au cours d'une grève dans les villes d'Ivanovo-Vojnejsk, qui était le Manchester russe. Des ouvriers du textile auparavant politiquement arriérés furent entraînés par les bolchéviks dans une grève très dure. Un comité de grève fut constitué, à l'origine sur ordre d'un inspecteur d'usine de l'endroit, mais il étendit ses attributions et prit certains des aspects d'un soviet. Il fut dissous quand la grève fut terminée. A Pétersbourg, un soviet se forma le 13 octobre, principalement à l'initiative des menchéviks. Cet organisme se développa très rapidement. Il comprenait 562 députés dont chacun représentait 500 ouvriers. Il est intéressant de noter qu'environ 350 d'entre eux étaient des ouvriers métallurgistes. Et essentiellement pendant la période fin octobre-début novembre, quand



Ouvriers en grève aux usines d'armement Poutilov à Petersbourg

toute la tactique du prolétariat à la conduite de la bourgeoisie libérale jusqu'à la conquête du pouvoir par celle-ci, les bolchéviks, partant d'une conception non moins abstraite, 'dictature démocratique mais non socialiste', en viennent à l'idée d'une autolimitation du prolétariat détenant le pouvoir à un régime de démocratie bourgeoise. Il est vrai qu'entre menchéviks et bolchéviks il y a une différence essentielle: tandis que les aspects antirévolutionnaires du menchévisme se manifestent dès à présent dans toute leur étendue, ce qu'il y a d'antirévolutionnaire dans le bolchévisme ne nous menace -- mais la menace n'en est pas moins sérieuse -- que dans le cas d'une victoire révolutionnaire." Et il poursuit en mentionnant l'expérience du soviet de Pétersbourg en 1905, quand le soviet essaya d'imposer la journée de huit heures aux fabricants de Pétersbourg. La réaction des fabricants fut de bloquer toutes les portes des usines, et Trotsky explique: Bon, que doit alors faire le gouvernement -- dire, oh, nous sommes une dictature démocratique bourgeoise? Il répond non. Il serait alors obligé d'ouvrir les usines et de les faire tourner aux frais du gouvernement, ce qui revient essentiellement à exproprier la bourgeoisie, c'est-à-dire à réaliser une tâche socialiste.

se produisaient des grèves générales, il joua à Pétersbourg le rôle d'organiser les masses ouvrières, de diriger les grèves politiques et les manifestations, et aussi d'armer les ouvriers pour protéger la population contre les pogroms. Parce qu'une des cartes que l'autocratie tsariste joua avec insistance en 1905 était de fomenter des pogroms antisémites qui sont devenus extrêmement virulents, en particulier à partir d'octobre-novembre, quand la lutte de classes devint vraiment chaude dans les centres prolétariens. Là où les soviets organisèrent des groupes ouvriers de défense, ils furent cependant en mesure de réprimer les pogromistes.

LES SOVIETS

Les bolchéviks étaient méfiants vis-à-vis de ces créations toutes nouvelles, les soviets. En novembre 1905, même la conférence des comités bolchéviques de la région nord, qui se réunissait à Moscou, adoptait une résolution sur les soviets déclarant: "Il n'est nécessaire de fonder un conseil des députés ouvriers que dans les cas où l'organisation du parti ne peut orienter vers d'autres voies les actions révolutionnaires du prolétariat, ou dans ceux où il est indispensable de soustraire les masses à l'emprise des partis bourgeois. Le Conseil des députés ouvriers doit devenir un appareil technique de direction politique des masses par le POSDR. C'est pourquoi il faudra forcément le prendre en main et le convaincre d'admettre le programme et la direction politique du POSDR." A Moscou, en octobre, se mirent en grève non seulement les ouvriers mais aussi des étudiants, des professeurs, des bureaucrates gouvernementaux, etc. Et il y avait une sorte de central de la grève qui comprenait non seulement la classe ouvrière mais aussi des représentants de l'intelligentsia, et tout à l'avenant, et c'était un vrai cirque.

Lénine était à l'étranger pendant la majeure partie de 1905. Il revint en novembre, quand le mouvement de grève à Pétersbourg était encore puissant. Les soviets, ces nouvelles créations, étaient apparus sur la

Suite page 8



Lénine en 1907



Trotsky en prison en 1906

1905...

Suite de la page 7

scène politique et il était nécessaire de forger des tactiques à leur égard, tout comme les bolchéviks avaient été obligés de forger leurs tactiques à l'égard des syndicats qui étaient apparus pendant 1905. Auparavant les syndicats étaient juste les sociétés ouvrières légales. Et on peut voir, vers la fin de 1905, le développement de l'unité de travail communiste de base, dans le mouvement syndical qui est la cellule.

Il y avait un intéressant article que Lénine avait écrit en allant

chute de Trotsky dans la période de l'entre-deux-guerres: essayer de réconcilier dans un même parti les ailes révolutionnaire et opportuniste du mouvement ouvrier russe.

Maintenant je n'ai pas le temps d'entrer dans tous les détails. Sur le fait qu'en 1917 Lénine s'est rallié à la conception de la révolution permanente de Trotsky, les camarades peuvent consulter ses *Lettres de loin*, ses *Lettres sur la tactique* et les *Thèses d'avril*. Il est intéressant de noter que dans le rapport donné en janvier 1917 par Lénine sur la Révolution de 1905, il y a une formulation sur la nature de la révolution qui est presque mot pour mot celle de Trotsky que j'ai lue au début

la pression des circonstances objectives apparues après octobre que la grève allait se transformer en insurrection. On ne pouvait plus prendre le gouvernement au dépourvu par une grève générale; il avait déjà monté une contre-révolution prête à agir militairement. Le cours général de la révolution russe après octobre et la succession des événements à Moscou lors des journées de décembre ont confirmé, de façon saisissante, une des grandes thèses de Marx: la révolution progresse en suscitant une contre-révolution forte et unie, c'est-à-dire qu'elle oblige l'ennemi à recourir à des moyens de défense de plus en plus extrêmes et élabore ainsi des moyens

à joué un rôle clé pour les bolchéviks en 1917, parce qu'ils étaient passés par la répétition générale de 1905, qu'ils étaient passés par le saut entre une grève générale et l'insurrection. Ils étaient donc capables de le faire en Octobre. Ils savaient comment le faire, et ils l'ont fait. C'était la leçon de 1905.

Conclusion: Il y a beaucoup de choses dont je n'ai pas parlé et qui sont intéressantes, mais je n'ai pas le temps de les aborder. L'une d'elles est la question nationale, parce qu'en 1905 quelques-uns des centres ouvriers de résistance et de soulèvement étaient les régions des nationalités opprimées. En fait, immédiatement avant le Dimanche sanglant il y eut une longue grève des ouvriers du pétrole de Bakou, en Transcaucasie. Et en Pologne, à Lodz, s'est produit en juin un des incidents les plus sanglants de la Révolution de 1905. Des écoliers polonais et des éléments de la garnison russe portaient des chemises rouges, chantaient *L'Internationale* et s'opposaient aux tentatives de russification. Mais cela prenait une expression de gauche -- contrairement à aujourd'hui. Merci les staliniens...

Ca a eu aussi un impact international en Europe occidentale et dans les zones frontalières de l'empire tsariste, la Turquie et l'Iran (qui s'appelaient à l'époque la Perse). La paysannerie s'était insurgée dans les campagnes: entre avril et juillet environ 15% des manoirs de la Russie d'Europe avaient été incendiés et les terres confisquées. Mais ça n'a pas été assez profond. Comme l'a fait remarquer Trotsky, les paysans dans les campagnes pouvaient voir la confiscation des domaines, mais leurs frères dans l'armée tiraient au même moment sur les ouvriers. (La Première Guerre mondiale devait changer tout ça.) Et il y avait beaucoup d'insurrections dans l'armée. La garnison de Varsovie s'était insurgée. Les marins du cuirassé *Potemkine* s'étaient mutinés. Il y avait d'autres garnisons -- dont beaucoup, encore une fois, dans les régions éloignées où elles servaient à réprimer les nationalités rebelles. Des troupes refusaient de partir pour l'Extrême-Orient. Une grève des cheminots paralysait le Transsibérien. Ce sont donc aussi des aspects intéressants.

Il y a une grande ligne de partage dans le mouvement ouvrier, et ça se résume à: les bolchéviks devaient-ils prendre le pouvoir? Si vous voulez savoir quelle est la position de quelqu'un, insistez sur cette question, et insistez fortement. C'était le point de Lénine en 1905. Il était très clair que la révolution devait se transformer en révolution prolétarienne. En 1928 le plus proche collaborateur de Trotsky, Adolph Joffé se suicida. Il laissait à Trotsky une note dans laquelle il déclarait que Lénine avait avoué à Joffé qu'en 1905 Trotsky avait eu raison et que lui, Lénine, avait eu tort. Joffé critiquait Trotsky parce que, disait-il, il voyait plus loin qu'aucun de ses contemporains, mais qu'il lui manquait l'intransigeance d'un Lénine. Et c'était la lettre de quelqu'un qui se suicide à son meilleur ami.

Un point final, vraiment un post-scriptum. Afin de ne pas idéaliser l'histoire, laissez-moi vous donner un peu une idée de ce à quoi Lénine avait affaire dans l'organisation bolchévique. Quand cette insurrection se produisit, les bolchéviks -- ces membres des comités en Russie -- étaient tout entiers à la lutte contre les menchéviks. Et vous pouvez lire beaucoup de lettres adressées au centre à propos des menchéviks qui affluent à Pétersbourg: "Si seulement nous avions dix bons agitateurs et organisateurs de plus, nous pourrions régler leur compte à ces gens -- s'il vous plaît, aidez-nous." Mais beaucoup des membres des comités bolchéviques n'avaient pas réussi à prendre un tournant quand se produisit l'insurrection, un conservatisme sur la question de se tourner vers l'extérieur et recruter. Il y a une célèbre lettre de Lénine à Bogdanov dont je voudrais lire un extrait: "Il faut de jeunes forces. Je conseillerais tout simplement de fusiller sur place ceux qui se permettent de dire que nous manquons d'hommes. Il y a des hommes en Russie, tant



Manifestation en octobre 1905 à Petersbourg

à Pétersbourg. Il avait été écrit à Stockholm -- une lettre écrite pour la *Novaia Jizn*, qui était le journal bolchévique à Pétersbourg. Lénine préfaça cette lettre en indiquant une certaine incertitude. "Force m'est d'écrire toujours du fond de ce maudit lointain, de l'odieux exil en pays étranger." Ses propositions concernant les soviets n'étaient pas nécessairement en contradiction avec la motion que je viens de lire. Il écrit: "A mon sens, le Soviet des députés ouvriers comme centre révolutionnaire de direction politique, n'est pas une organisation trop large, mais au contraire trop étroite. Le Soviet doit se proclamer gouvernement révolutionnaire provisoire, ou bien en constituer un, en attirant absolument à cet effet de nouveaux députés, non pas seulement désignés par les ouvriers, mais, d'abord par les matelots et les soldats qui partout tendent déjà à la liberté; en second lieu, par les paysans révolutionnaires; en troisième lieu, par les intellectuels bourgeois révolutionnaires [...]. Nous ne craignons pas une composition aussi étendue et aussi diverse, nous la souhaitons même, car sans alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans un rapprochement combatif des social-démocrates et des démocrates révolutionnaires, le plein succès de la grande révolution russe serait impossible. Ce serait une alliance provisoire pour des tâches précises, immédiates et pratiques, et c'est le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, parti indépendant et fidèlement attaché aux principes, qui veillera constamment aux intérêts plus essentiels encore, aux intérêts majeurs du prolétariat socialiste, à ses buts finaux." C'est correct, aussi longtemps que c'est un parti dur. Et cet article est intéressant parce qu'il n'a pas vu la lumière du jour avant 1940. Je suppose que Lénine avait eu beaucoup d'ennuis avec ses "hommes des comités" sur ce point.

Sur le Soviet, je pense aussi que l'expérience de Trotsky en son sein l'a désorienté. Venant trop de la base, la spontanéité. Il a vu les ouvriers de Pétersbourg, bolchéviks et menchéviks ensemble dans le Soviet, et en a par conséquent déduit que l'unité était possible. C'était négliger le fait crucial que l'unité au sommet était impossible, que le rôle des menchéviks en 1905 était clairement antirévolutionnaire. Et ce devait être la cause de la

de ce cours -- sur les caractéristiques particulières de la révolution russe, le rôle du prolétariat et les tâches qui étaient posées. Et en janvier 1917 il ne mentionne pas la formule de la dictature révolutionnaire démocratique. Je pense donc qu'il l'avait déjà abandonnée et qu'il s'en éloignait, même avant les événements de février.

L'INSURRECTION DE MOSCOU

Je voudrais maintenant terminer avec quelques mots sur un autre sujet. Et c'est l'insurrection de Moscou. Parce que de l'avis de Lénine c'était l'apogée de la Révolution de 1905. A Moscou il y avait eu beaucoup de grèves. Mais, début décembre, débuta une grève que l'autocratie tenta de mater par la force. La grève se développa, au début timidement, mais ensuite avec une rapidité accrue, jusqu'à une insurrection généralisée en réaction aux tentatives de répression. Et pour Lénine c'était la leçon la plus importante qu'il tirait des événements de 1905, à savoir qu'une partie du prolétariat était allée jusqu'à une insurrection. Et ça faisait partie de ce qu'il avait martelé toute l'année: qu'il était nécessaire d'organiser une insurrection pour faire tomber le tsar. Cela ne se produirait pas spontanément, il faudrait chasser le tsar!

Et je voudrais lire quelques passages à ce sujet, juste quelques citations de Lénine: "C'est avant tout sous

d'attaque de plus en plus puissants."

Et il continue ainsi: "De la grève et des manifestations l'on passe à la construction de barricades isolées. Des barricades isolées, à la construction de barricades en masse et aux batailles de rue contre la troupe. Par-dessus la tête des organisations, la lutte prolétarienne de masse est passée de la grève à l'insurrection. Là est la grande acquisition historique de la révolution russe, acquisition due aux événements de décembre 1905 et faite, comme les précédentes, au prix de sacrifices immenses. De la grève politique générale le mouvement s'est élevé à un degré supérieur. Il a forcé la réaction à aller jusqu'au bout dans sa résistance: c'est ainsi qu'il a formidablement rapproché le moment où la révolution elle aussi ira jusqu'au bout dans l'emploi de ses moyens d'offensive. La réaction ne peut aller au-delà du bombardement des barricades, des maisons et de la foule. La révolution, elle, peut aller au-delà des groupes de combat de Moscou, elle a dû s'étendre et en profondeur. Et la révolution a fait du chemin depuis décembre. La crise révolutionnaire a maintenant une base infiniment plus large; il n'y a plus qu'à affiler encore le tranchant du glaive."

Ecrivant en 1906, Lénine était capable de voir cela. En 1917, Rosa Luxemburg était encore mystifiée par la notion de la grève de masse, la grève générale en tant que forme la plus élevée de la lutte prolétarienne. L'insurrection de Moscou



Les dirigeants du soviét de Petersbourg à leur procès en 1906

Penguin

qu'on en veut. Il faut seulement recruter des jeunes plus largement et plus hardiment, encore plus hardiment et plus largement, toujours plus hardiment et plus largement, sans craindre la jeunesse. Nous sommes en temps de guerre. La jeunesse décidera de l'issue de la lutte, la jeunesse estudiantine et plus encore la jeunesse ouvrière. Secouez toutes les vieilles habitudes d'immobilité, de respect hiérarchique, etc.! Formez des centaines de cercles de jeunes sympathisants de Vpériod et encouragez-les à travailler sans arrêt. Triplez le comité en y faisant entrer les jeunes [...]."

Et il continue en disant: "D'abord, si vous ne savez pas les organiser et les stimuler, ils suivront les menchéviks et les Gapone et leur inexpérience nous fera cinq fois plus de mal. En second lieu, les événements les formeront maintenant comme nous le désirons." Et il conclut: "Je traiterai ce sujet dans Vpériod et j'en parlerai au congrès. Je vous écris pour tenter une fois de plus de susciter un échange de vues, pour que la liaison directe soit établie entre notre rédaction et une dizaine de jeunes cercles ouvriers (et autres) nouveaux, bien que, ... bien que, soit dit entre nous, je n'aie aucun espoir de voir ces voeux téméraires se réaliser. Peut-être me demanderez-vous dans deux mois de vous dire par télégramme si j'accepte telle ou telle modification du 'plan' ... Je vous réponds à l'avance que je souscris à tout... Au revoir, au congrès. -- Lénine."

Vous pensez que ça a suffi? Que s'est-il passé à ce congrès [de 1905]? Eh bien, une des choses pour lesquelles les menchéviks critiquaient les bolchéviks, c'était le manque d'ouvriers dans les comités bolchéviques. Et juste le fait que ce soient les bolchéviks qui les aient construits ne veut pas dire que ce n'était pas un problème. C'était précisément ce que Lénine essayait de pousser Bogdanov à faire, pour ouvrir l'organisation bolchévique à ces ouvriers nouvellement radicalisés. Donc j'aimerais citer les transcriptions du congrès et la motion qui est sortie des débats. Un des participants déclare: "Nous devons introduire des ouvriers [dans les comités] parce que le mouvement se développe, pas parce que les menchéviks 'sèment la discorde.'" Mikhaïlov déclare: "Les ouvriers sont intéressés à la question du rapport entre les ouvriers et les intellectuels." Et quelqu'un crie: "Mais il y a les statuts!" Lénine intervient dans le débat: "Le devoir du futur centre est de réorganiser un bon nombre de nos comités; l'inertie de leurs membres doit être vaincue. [Applaudissements et protestations.]"

"J'entends le camarade Serguéiev siffler et ceux qui n'appartiennent pas aux comités applaudir. Je pense qu'il faut envisager la chose plus largement. La tâche d'introduire des ouvriers dans les comités n'est pas uniquement pédagogique, elle est aussi politique. Les ouvriers ont un instinct de classe et deviennent assez promptement, après une brève initiation politique, des social-démocrates conséquents. Je souhaiterais ardemment qu'il y ait huit ouvriers pour deux intellectuels dans chacun de nos comités." Ensuite Mikhaïlov prend à nouveau la parole: "On nous dit que nous n'avons pas d'ouvriers capables de siéger dans un comité. Ce n'est pas vrai. Le critère pour accepter des ouvriers [...] ne devrait pas être différent de celui appliqué aux intellectuels. On parle de social-démocrates bien trempés, mais [...] des étudiants de première et de deuxième année, familiers avec les idées social-démocrates du programme d'Erfurt et quelques numéros de l'Iskra, sont déjà considérés comme des social-démocrates bien trempés. Par conséquent en pratique les critères pour les intellectuels sont très minimes et pour les ouvriers ils sont extrêmement élevés." Lénine intervient: "Très vrai!" Et une majorité des délégués s'écrient: "Ce n'est pas vrai!" [Lénine poursuit:] "Le seul critère valable pour accepter des ouvriers dans un comité doit être le degré de leur influence parmi les masses. [Sifflets, cris.] Tous les

ouvriers qui sont des dirigeants et qui ont été dans nos cercles doivent être membres de nos comités. [C'est vrai!]" Ca continue. Plus tard Lénine revient à ce sujet: "Je ne pouvais pas tenir en place en entendant dire qu'il n'y a pas d'ouvriers capables de devenir membres des comités. La question traîne en longueur, le parti souffre d'un mal, c'est évident. Il faut admettre les ouvriers dans les comités. Chose étonnante: il n'y a que trois hommes de plume au congrès, le reste est formé des membres de comités; or, les premiers sont pour l'entrée des ouvriers dans le comité, et ce sont les comitards qui s'échauffent on ne sait pourquoi." Le résultat du débat fut que la question était mise entre parenthèses. La motion finale déclarait qu'il n'était pas souhaitable de voter une résolution sur les principes du problème.

Lénine avait donc eu beaucoup de mal à faire marcher droit ces gars-là. Et l'autre grande bataille qu'il avait eue, c'était que Bogdanov, déjà à l'époque de la lettre que j'ai citée, faisait des pas de deux avec les menchéviks à Pétersbourg. Il y avait, après 1905, une forte pression à l'unité venant de la base, et ils durent s'y plier, se plier à un congrès d'unification qui n'a rien unifié du tout. Lénine, je pense, était la seule personne à voter contre, bien qu'il ne se soit pas prononcé contre. Et ensuite nous entrons dans la période qui mène à la scission finale de 1912. Donc vous voyez, le bolchévisme n'a pas jailli de la tête de Lénine en 1903, mais il a fallu une évolution, des luttes sur des questions réelles et l'expérience de se colleter avec les événements pour forger ce qui devait devenir le parti et le programme et les pratiques qui ont amené au succès de la révolution d'Octobre en 1917, et qui devaient être codifiés plus tard au cours des premiers congrès de l'Internationale communiste.

Traduit de Workers Vanguard n°289

Haïti...

Suite de la page 1

Marines US occuperont le pays de 1915 à 1934 en justifiant leur action par la nécessité de maintenir l'ordre et d'assurer le remboursement de la dette à la National City Bank de New York.

François Duvalier est arrivé au pouvoir en 1957 en s'appuyant démagogiquement sur les masses noires contre l'oligarchie mulâtre. Très vite, il mettra en place une "papadocratie" despotique basée sur la terreur généralisée exercée par les tontons macoutes, des tortionnaires sadiques entraînés par une mission militaire US. Aujourd'hui, après presque trente ans de régime Duvalier, les dirigeants de l'opposition regarderaient d'un bon oeil un coup d'Etat militaire. Mais pour les masses haïtiennes, l'armée et ses bataillons d'élite (les "léopards") ne sont en aucun cas une alternative aux tontons macoutes: ce sont eux les meurtriers qui ont abattu les étudiants à Gonaïves. Ils sont tous des instruments de la domination néo-coloniale US.

Aujourd'hui, Haïti est plongé dans le marasme économique que l'on voit partout dans les Caraïbes, à l'exception de Cuba. L'austérité brutale imposée par le Fonds monétaire international ampute les salaires de misère des travailleurs haïtiens qui "survivent" avec un dollar par jour. Même si Haïti a pu construire une petite industrie légère (textile) et une usine de traitement de l'aluminium, ses produits traditionnels sont l'exportation de la main-d'oeuvre réduite à l'esclavage dans les plantations de sucre de Saint-Domingue, le café récolté grain par grain par des paysans appauvris, la fabrication de balles de baseball et de soutiens-gorges, et l'exportation de sang humain. Et au milieu de tout ça, Madame Duvalier, avec une suite de 16 personnes, prenait, le mois dernier, le Concorde pour Paris où on dit qu'elle aurait dépensé deux millions

1905 -- LO contre Lénine

La Révolution de 1905, sous une forme abrégée et non encore développée, apparaît comme le prologue à celle de 1917. L'expérience de 1905, assimilée par les couches les plus avancées du prolétariat russe, fut une précondition nécessaire à Octobre. A la question de savoir qui dirigea l'insurrection de février 1917, Trotsky répond ainsi dans son *Histoire de la Révolution russe* que c'était "des ouvriers qui avaient réfléchi sur l'expérience de 1905, plus précisément encore "des ouvriers conscients et bien trempés qui, surtout, avaient été formés à l'école du parti de Lénine". Mais il ajoute aussitôt que ce n'était pas suffisant pour la prise du pouvoir par le prolétariat. Pour cela, il a fallu réarmer programmatiquement le parti de Lénine afin qu'il puisse concurrencer les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires dans la lutte pour le pouvoir.

Par contre, Lutte ouvrière, dans un récent compte-rendu d'un livre sur 1905, glorifie le caractère spontané de 1905: "La classe ouvrière prend la direction du mouvement révolutionnaire" (*Lutte Ouvrière*, n°909, 2 novembre). Dans cet article comme dans celui du n°868 (19 janvier), qui conclut que la Révolution de 1905 "forma une génération de révolutionnaires qui, douze ans plus tard, permirent cette fois à la classe ouvrière de vaincre", LO réussit le tour de force de ne pas mentionner une seule fois ni les bolchéviks, ni les menchéviks! Ainsi fait-elle tout simplement disparaître la période de la formation des cadres bolché-

viques, dans la période d'avant 1905, celle de l'Iskra de Lénine. Ce n'est pas par hasard: LO nie aujourd'hui la possibilité de former des cadres révolutionnaires comme l'ont fait les bolchéviks. Cependant, il ne s'agit pas là d'une véritable théorie de la spontanéité comme en a fourni la révolutionnaire Rosa Luxemburg (pour qui "l'armée prolétarienne se forme et devient consciente de ses objectifs au cours même de la lutte"), bien que les articles de *Lutte Ouvrière* ne parlent que des soviets et de la grève générale, et jamais de la construction du Parti bolchévique.

Depuis son origine, LO répète inlassablement que la construction du parti révolutionnaire passe par le recrutement individuel, aussi bien dans les périodes de lutte de classes aiguës que dans les périodes de recul -- une vision simpliste de l'"éducation" pacifique des ouvriers, qui ressemble plus à celle des sectes "communistes" pré-marxistes qu'à même celle de la Deuxième Internationale. LO, à vrai dire, craint les explosions ouvrières qui bouleverseront sa routine de recrutement individu par individu.

Pour les militants qui prennent au sérieux les alibis invoqués par LO pour justifier sa conception antiléniniste du parti, nous offrons cette citation de Trotsky: "Dans une telle situation, chanter un hymne monotone à la gloire des actions de masse d'un avenir indéterminé, en l'opposant à la sélection consciente des cadres d'une nouvelle Internationale, c'est faire une besogne profondément réactionnaire" (24 juin 1935).

de dollars en robes de haute couture.

Aujourd'hui, des staliniens tiers-mondistes jusqu'aux démocrates-chrétiens et aux prêtres catholiques, tout le monde appelle à un "front du peuple tout entier" (le père Jean-Juste à la manifestation de Brooklyn) et crie "Une seule solution, la révolution!" -- un slogan vague hérité du Mai 68 français. Une révolution *approche* -- la question c'est de savoir quelle classe va diriger, la bourgeoisie ou les ouvriers? Alors que les politiciens de l'opposition penchent du côté d'une prise du pouvoir par les militaires avec le soutien de l'Oncle Sam, les militants ouvriers conscients doivent se souvenir qu'un "coup d'Etat des droits de l'homme" similaire a plongé le Salvador dans une guerre civile qui dure depuis plus de cinq ans. Mais le renversement de la dynastie des Duvalier libèrera des forces qui ont été contenues depuis presque trente ans. Et nul ne peut prédire comment cela finira. Les vrais communistes insistent que seule une révolution ouvrière libèrera les masses haïtiennes.

Il y a aujourd'hui des centaines de milliers de travailleurs haïtiens dans la "diaspora", concentrés principalement à Montréal, Boston, New York et Miami. Une révolution à Haïti aurait un énorme impact sur les Noirs américains, de la même façon que le jacobin noir Toussaint Louverture fit passer le programme "Liberté, Egalité, Fraternité" dans le Sud des esclaves. Aux Etats-Unis, la Spartacist League lutte, et elle est la seule à le faire, pour les pleins droits de citoyenneté pour les Haïtiens et tous les "immigrés clandestins". Il y a une dizaine d'années, à l'époque des grandes rafles de l'INS (police de l'immigration), des militants syndicaux soutenus par nos camarades de la SL/US faisaient campagne dans l'usine automobile de Mahwah, dans le New Jersey, pour une action syndicale contre les expulsions. L'année dernière, dans la campagne électorale de New York, les candidats spartacistes se sont battus pour "non aux expulsions", "pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs

d'origine étrangère". En République dominicaine, où 20 000 Noirs haïtiens ont été massacrés par la dictature de Trujillo en 1937, l'unité avec les masses travailleuses haïtiennes est clé pour la révolution prolétarienne dans toute l'île.

La lutte pour la révolution haïtienne se heurte directement à la campagne impérialiste de guerre froide antisoviétique. Les réfugiés noirs haïtiens, quand ils réussissent à échapper à l'éperonnage de leurs misérables embarcations surchargées par les avisos des gardes-côtes US, sont jetés dans des camps de concentration -- de la fournaise de Krome Avenue à Miami jusqu'au froid glacial du Village olympique dans le nord de l'Etat de New York. Pendant ce temps, les militants polonais de Solidarnosc sont accueillis à bras ouverts. La marine américaine serait intéressée par le Môle Saint Nicolas, un port naturel à la pointe nord-ouest d'Haïti sur le Canal du Vent, à quelque 70 kilomètres de la base de Guantanamo où Washington conserve une tête de pont impérialiste à Cuba. Tout cela fait partie du programme de Reagan: serrer le noeud coulant autour du cou du Nicaragua, de Cuba et de l'URSS jusqu'à ce qu'ils crient "pouce!" Une stratégie de contre-révolution globale qui mène tout droit vers la troisième guerre mondiale.

Reagan envisage de visiter prochainement Grenade et de retourner ainsi sur les lieux du viol de cette minuscule île noire des Caraïbes. Si les choses "tournent mal" à Haïti il n'hésitera pas à envoyer les Marines, tout comme les Démocrates l'ont fait à Saint-Domingue en 1965.

De Toussaint Louverture à Lénine, seul le programme de la révolution sociale offre un avenir aux masses travailleuses, qu'il s'agisse des esclaves coloniaux ou des esclaves salariés néo-coloniaux. Un parti trotskyste haïtien, construit dans la lutte pour reforcer la Quatrième Internationale, doit lutter pour la révolution permanente dans toute les Caraïbes. A bas Duvalier! Pouvoir ouvrier!

Adapté de Workers Vanguard n°395

L'Afrique du Sud a besoin d'un parti bolchévique !

Création d'une confédération syndicale noire

En décembre dernier, dix mille ouvriers noirs sud-africains, chantant des chants de libération et arborant des tee-shirts avec le slogan "un pays, une fédération", se sont rassemblés au King's stadium de la ville portuaire de Durban pour fonder le Congress of South African Trade Unions (COSATU -- congrès des syndicats sud-africains). Le COSATU, fort d'un demi-million de membres, est l'organisation la plus forte que le prolétariat d'Afrique du Sud, noir dans sa grande majorité, se soit jamais donné dans tout un siècle de surexploitation sous le régime capitaliste de l'apartheid.

Des cités minières du Witwatersrand à Wall Street, les capitalistes ont bien compris que cette "super-fédération" de 34 syndicats couvrant les mines, les ports, les transports, la métallurgie et le commerce est capable de stopper toute l'économie sud-africaine. La naissance du COSATU après 18 mois de révolte incessante dans tout le pays, exprime avant tout le désir des travailleurs noirs d'en finir avec le régime de l'apartheid.

Mais aussi combatif soit-il, le syndicalisme ne suffit pas pour libérer les masses non blanches d'Afrique du Sud. Il ne pourra même pas améliorer de façon significative les conditions infernales de travail et de "vie". Car tout combat de classe contre les patrons de la suprématie blanche et leur Etat policier pose la question du pouvoir. Pour que les masses opprimées sortent victorieuses de la guerre civile qui est inévitable, il faut qu'elles s'organisent et soient dirigées par une avant-garde qui ait une conscience de classe et qui soit guidée par l'idée que ce sont ceux qui travaillent qui doivent avoir le pouvoir.

Il faut construire en Afrique du Sud un parti bolchévique forgé dans une lutte implacable contre toute sorte de nationalisme et de front-populisme et qui se batte sur un programme de révolution permanente pour l'émancipation et la reconstruction de la nation opprimée sous la dictature du prolétariat. C'est le moment pour les révolutionnaires internationalistes -- noirs, métis, indiens tout autant que blancs -- de chercher à construire des noyaux communistes dans le mouvement ouvrier et dirigés vers celui-ci, pour jeter les bases d'un parti ouvrier léniniste multiracial.

LES SYNDICATS NOIRS ET LE NATIONALISME PETIT-BOURGEOIS

Au début des années 80, les syndicats noirs et métis ont poussé comme des champignons et sont devenus les principaux organes de résistance de masse à l'apartheid. Et pourtant, depuis les soulèvements des townships en septembre 1984, la classe ouvrière noire organisée, qui a une puissance potentielle énorme, n'a pratiquement jamais joué de rôle central. Le *New York Times* (1er décembre 1985) remarquait à propos du COSATU: "[...] durant les 14 derniers mois d'agitation, au cours desquels 900 personnes ont trouvé la mort, ce sont plutôt les organisations communautaires des townships noires que les organisations syndicales qui ont joué un rôle de premier plan. Une seule fois, l'an dernier, les syndicats ont mobilisé leurs membres pour un boycott du travail de deux jours qui a beaucoup paralysé l'activité de Johannesburg."

Cela n'est certainement pas dû à un manque de courage et de combativité de la base ou des organisateurs. Cela n'est pas non plus simplement le fait de la fragmentation du mouvement syndical, à laquelle on a cherché

à remédier en fondant ce "super-syndicat". C'est parce qu'il n'y a pas de direction révolutionnaire à la tête du mouvement ouvrier. La seule réponse qu'ont pu donner les dirigeants syndicaux dans la situation de crise de l'apartheid la plus importante de cette génération, c'est soit un économisme étroit soit un soutien passif au nationalisme petit-bourgeois.

Il ne fait aucun doute que la formation du COSATU renforce le pouvoir économique des ouvriers noirs et que, pour cette raison même, les communistes ne peuvent que s'en réjouir. Mais cela augmente aussi le danger que la classe ouvrière noire soit utilisée comme bétail pour tirer la charrue idéologique du nationalisme. La nouvelle fédération syndicale est manifestement plus proche des libéraux nationalistes de l'ANC que ne l'étaient les divers syndicats qui la composent.

Le NUM (National Union of Mine-workers -- syndicat des mineurs) et la FOSATU (Federation of South African Trade Unions -- fédération des syndicats sud-africains) avaient délibérément choisi de ne pas s'affilier à l'UDF (United Democratic Front). L'UDF est ce front populaire dont l'ANC est l'inspirateur et qui inclut aussi bien des syndicats que des clubs sportifs, des groupes religieux ou des associations commerciales. Or, en guise de discours d'ouverture au premier congrès du COSATU, Cyril Ramaphosa, le dirigeant du NUM, a déclaré que les ouvriers "doivent gagner la confiance d'autres classes" et "doivent s'allier à d'autres organisations progressistes".

C'est dans la droite ligne de la vieille stratégie de l'ANC qui consiste à chercher un accord avec la bourgeoisie anglophone "libérale" dont les principaux représentants sont Harry Oppenheimer et son Anglo American Corp., ce gigantesque conglomerat minier et industriel. Elijah Barayi, du NUM et aujourd'hui président du COSATU, incarne tout à fait l'influence du nationalisme de style ANC sur cette "super-fédération" syndicale. Dans son discours inaugural, il a lancé un "dernier avertissement" au président Botha pour qu'il en finisse avec les lois sur le pass et retire les troupes avant que le pays s'embrace: "Le COSATU donne à P.W. Botha six mois pour démanteler l'apartheid. S'il ne le fait pas, nous brûlerons les pass de l'homme noir" (*Guardian* [Londres], 2 décembre 1985).

Barayi a aussi demandé à Botha de démissionner pour être remplacé par Nelson Mandela, le leader de l'ANC emprisonné. Son appel à une campagne d'"insoumission" rappelle la période dans les années 50 où l'on brûlait ces pass qui font des Noirs des étrangers et du bétail dans leur propre pays. C'est cette campagne qui a abouti au massacre sanglant de Sharpeville en 1960 et annihilé pour plus de dix ans toute résistance organisée à l'apartheid.

Ce qui a conduit à ce désastre historique, c'est la croyance illusoire que le régime suprémaciste blanc plierait si ceux qui voulaient lui résister étaient prêts à remplir les prisons. L'ANC a abandonné sa politique de non-violence après le massacre de Sharpeville. Mais que ce soit par le guérillisme ou les lobbies aux Nations Unies, l'ANC n'est toujours qu'à la recherche de pressions sur le régime de l'apartheid pour qu'il négocie sa propre liquidation.

La direction du COSATU apparaît donc clairement être dans le camp de l'ANC. Mais les syndicats restés à l'écart de la nouvelle fédération représentent l'autre grand courant



Mendel/AFP

Durban: rassemblement fêtant la formation du COSATU. La plus forte organisation syndicale noire de l'histoire de l'Afrique du Sud.

du nationalisme noir petit-bourgeois: le Black Consciousness Movement (mouvement de la conscience noire) qui exclut les Blancs et pense que seuls les Noirs peuvent défendre les Noirs. La plus importante de ces organisations est le Council of Unions of South Africa (CUSA -- Conseil des syndicats d'Afrique du Sud) qui n'est pas très combative sur le terrain et qui est affiliée à la CISL (l'anticommuniste Confédération internationale des syndicats libres).

L'autre organisation ouvrière importante du Black Consciousness Movement, c'est l'Azanian Congress of Trade Unions, liée à l'AZAPO (Azanian People's Organisation) dont le programme "socialiste" fait passer la ligne de classe entre les races. L'AZAPO s'oppose à des libéraux que l'ANC courtise, comme Ted Kennedy, mais pour elle, le despotisme néo-colonial tribal du Zimbabwe, c'est du "socialisme".

L'exclusionnisme racial dans les syndicats sud-africains est beaucoup plus qu'une question tactique. Il est dans l'intérêt du prolétariat que le mouvement ouvrier soit ouvert à tous les travailleurs -- noirs, métis, indiens et blancs. C'est seulement en effet en s'organisant sur une base de classe que les opprimés et les exploités pourront transcender les divisions ethniques et tribales qu'encourage l'apartheid avec sa politique de "diviser pour régner". De plus, il y a des Sud-Africains blancs courageux opposés à l'apartheid (comme Neil Aggett qui vient d'être assassiné) qui ont joué un rôle important dans la construction des syndicats noirs.

DANGER DE TRAHISON

Le NUM, fort de 150000 membres, est la composante principale du COSATU. Le demi-million d'ouvriers noirs, migrants, profondément opprimés, des mines d'or, est au coeur de l'économie sud-africaine. Le NUM est le premier syndicat noir à s'être établi dans les mines.

Le secrétaire général du NUM, qui est aussi le principal animateur du COSATU, est un avocat ambitieux de 33 ans, Cyril Ramaphosa. Après un séjour en prison pour ses activités dans le Black Consciousness Movement, Ramaphosa est entré au Bureau de l'Urban Foundation, fondation de l'empire Oppenheimer dont le but est de créer une petite-bourgeoisie noire. Lorsque l'Anglo American décida -- après une série de grèves sauvages sanglantes dans les mines -- d'autoriser la création de syndicats "responsables" avec lesquels elle

pourrait négocier, Ramaphosa créa le NUM.

Harry Oppenheimer espérait peut-être que le NUM se comporterait comme un syndicat maison, mais les terribles conditions de travail, quasi esclavagistes, dans les mines ont vite poussé à une situation explosive. Le NUM a engagé d'innombrables batailles où la police est intervenue avec des gaz lacrymogènes, des sjamboks (fouets) et des fusils. Si Ramaphosa est toujours en liberté alors que beaucoup de dirigeants syndicaux noirs sont en prison, ce n'est pas seulement parce qu'il est de ces "modérés" auxquels l'Anglo American peut se référer, c'est aussi parce qu'il dirige un syndicat puissant qui a une base très combative.

Et la direction Ramaphosa a saboté cette puissance et cette combativité. Cela s'est clairement vu lors de la grève avortée d'août-septembre 1985. A ce moment-là, alors que l'état d'urgence de Botha rencontrait une opposition massive et que les capitaux étrangers fuyaient l'Afrique du Sud, une grève nationale des mines d'or aurait porté un coup très dur au régime de l'apartheid. D'autres syndicats, y compris le syndicat de la métallurgie dont l'importance est stratégique, étaient prêts à faire grève en solidarité. Le monde entier avait les yeux fixés sur les mines d'or et que s'est-il passé?

D'abord, le NUM s'est lancé dans d'interminables négociations et s'est plié à toutes les clauses de la législation du travail de l'apartheid, alors que des milliers de mineurs se faisaient chasser de leurs "foyers" de travailleurs et envoyer dans les ban-toustans. Finalement, Ramaphosa a signé un accord avec toutes les corporations minières (y compris l'Anglo American) sauf une et n'a appelé à la grève que dans sept puits au début de septembre. Il a fait passer ça pour une tactique habile de "division des patrons", mais c'est dans le syndicat qu'était la division. Les flics et l'armée, préparés comme pour une guerre, n'ont plus eu qu'à se concentrer sur les quelques mines en grève. Ceux qui ont eu le courage de cesser le travail ont été écrasés sans pitié à peine la grève commencée.

Les dégâts causés par cette trahison dépassent largement les mines. Alors qu'une grève des mines était dans l'air, la direction de l'ANC prenait rendez-vous à Lusaka, en Zambie, avec une délégation des magnats sud-africains dirigée par Gavin Relly, le successeur d'Oppenheimer à la présidence de l'Anglo American. Si le NUM avait mené une vraie grève, ces négociations, qui ont eu lieu mi-septembre, auraient explosé à la figure de leurs participants.

Suite page 11

Winnie Mandela ...

Suite de la page 12

Contre l'ANC et leurs rivaux du Black Consciousness Movement [Mouvement de la conscience noire], les communistes prolétariens cherchent à diriger la lutte en Afrique du Sud sur une ligne de classe et non pas sur une ligne nationale (raciale). *Le pouvoir aux travailleurs!* Nous luttons pour un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs dans lequel il vaudrait mieux qu'il y ait une place pour les Blancs. Avec leurs qualifications techniques et culturelles, les Blancs sud-africains peuvent être un atout économique important pour la reconstruction socialiste de l'Afrique tout entière.

LIBERATION IMMEDIATE DE NELSON MANDELA! DEFENSE DE WINNIE MANDELA!

Pour une génération et plus, Nelson et Winnie Mandela ont symbolisé la résistance des masses noires au régime suprémaciste blanc. Au début de 1985, le terroriste en chef de l'apartheid, P.W. Botha, déclarait qu'il envisagerait la libération du dirigeant de l'ANC si celui-ci renonçait à la "violence". A cela, Mandela répliquait: "Qu'il [Botha] renonce d'abord lui-même à la violence. Qu'il dise d'abord qu'il va démanteler l'apartheid [...]. Qu'il garantisse la liberté d'activité politique afin que le peuple puisse décider qui le gouvernera [...]. Je ne peux pas vendre mes droits naturels pas plus que je ne peux vendre le droit naturel du peuple à être libre."

Winnie Mandela a montré la même détermination et elle a continué à défier le régime de l'apartheid. Quand le gouvernement l'a bannie dans ce trou perdu de Brandfort, il n'avait certainement pas prévu ce qu'elle allait provoquer. Quand elle utilisait les entrées "whites only" [réservé aux Blancs] des magasins de la ville, les péquenots racistes lui cédaient le passage ou préféraient sortir. Les Afrikaners locaux, pour qui les Noirs sont des objets loin de valoir les outils agricoles dont ils se servent, ont été abasourdis de voir des flots de visiteurs internationaux frapper à la porte de la petite maison de Mandela. Quand les autres Noirs ont commencé à imiter Winnie dans sa ténacité à affirmer sa dignité, les Afrikaners du coin ont supplié le gouvernement de la retirer de Brandfort. Et elle, elle déclara, enjouée, qu'elle entendait rester là tant que le bannissement et "l'interdiction" ne seraient pas levés!

Winnie Mandela a dû payer cher pour son défi à l'apartheid. Des agents du gouvernement attaquèrent sa maison à Brandfort, brutalisant sa soeur, son petit-fils et une douzaine d'enfants. Winnie fera le commentaire suivant: "La semaine d'après ils ont incendié la maison. La semaine précédente ils avaient tué de sang-froid un très bon ami à moi à Durban. J'ai compris ça comme un message m'étant directement adressé" (Newsweek, 30 décembre 1985). Et maintenant ils essaient de l'empêcher de vivre à Soweto. Par des manifestations combatives et des actions de solidarité ouvrière, tous ceux qui haïssent l'apartheid doivent agir pour repousser les menaces de mort qui pèsent sur Winnie Mandela. Levée des charges contre Winnie Mandela! Libération immédiate de Nelson Mandela et de tous les combattants anti-apartheid!

Le courage de Nelson et Winnie Mandela est basé sur la justesse de l'exigence pour 24 millions de Noirs d'être citoyens et maîtres de la terre où ils sont nés. Les Mandela appartiennent à une génération de dirigeants de l'ANC qui ont été arrachés au nationalisme noir africain étroit et gagnés à la perspective d'une Afrique du Sud multiraciale, et c'est largement dû à l'influence du Parti communiste sud-africain. Mais le PC, d'une façon stalinienne, voit une Afrique du Sud démocratique et multiraciale émerger d'une unité transclasse de toutes les forces "progressistes" -- un front populaire.

Le désespoir meurtrier de LO

La soif de sang est inversement proportionnelle à la distance qui sépare l'assoiffé du théâtre d'opération. Lutte ouvrière vient d'en administrer la preuve dans sa livraison du 28 décembre dernier où, sous le titre "En temps de guerre civile, le terrorisme est aussi un moyen de la lutte des masses" un certain Jean-Jacques Franquier appelle sans vergogne à un terrorisme indiscriminé de masse contre l'ensemble de la population blanche d'Afrique du Sud. Et qu'on comprenne bien, il ne s'agit même pas de la "lutte armée", de la guérilla chère aux gauchistes d'antan, non, ce dont on nous parle c'est d'"Un moyen de se venger de la population blanche qui, dans le meilleur des cas, est neutre." Parce que, voyez-vous, "du côté Blanc non plus il n'y a pas de victimes innocentes". Là où, en Afrique du Sud, les militants marxistes constatent, semaine après semaine, l'urgence nécessaire d'un parti léniniste multiracial dont la tâche serait de diriger la lutte contre l'apartheid sur une ligne de classe et non de race, et qui chercherait au minimum à s'assurer la neutralité d'une partie de la population blanche, LO appelle à la guerre raciale et fait sienne la vieille et sinistre sentence: tuez-les-tous, Dieu reconnaîtra les siens!

Dans les deux dernières années, LO nous a habitués à ses polémiques faciles contre la LCR de Krivine et sa capitulation devant les nationalistes kanaks, une polémique qui semblait ne cacher qu'une position pour le moins ambiguë quant à l'indépendance immédiate des colonies françaises. Mais, cette fois-ci, LO reprend à son compte les pires justifications nationalistes anti-ouvrières pour la terreur aveugle: constatant, à juste

titre, que la police de l'apartheid tue les Noirs sans discrimination, l'article continue "Les enfants blancs d'il y a 25 ans, quand les enfants noirs se faisaient massacrer à Sharpeville, sont aujourd'hui des adultes.

"Ils pouvaient choisir de lutter aux côtés des Noirs. Ils ne l'ont pas fait. Cela s'appelle de la complicité. La plupart des Blancs acceptent d'être la base sociale au nom de laquelle les dirigeants sud-africains maintiennent la dictature. Et les Blancs récoltent aujourd'hui la haine qu'ils ont semée." C'est à rapprocher d'une autre déclaration faite par Youssef Zighout, un commandant du FLN algérien en 1955: "A la politique de répression collective du colonialisme nous devons répondre par des représailles collectives contre les Européens, civils ou militaires, qui sont tous unis derrière les crimes commis contre notre peuple. Pour eux, pas de pitié ni quartier!" (Alistair Horne, A Savage War of Peace, traduit par nos soins). La concrétisation de ce programme a été les massacres d'août 1955 dans le Constantinois où la population algérienne, horriblement opprimée par le colonialisme français, s'est livrée à un massacre aveugle de la population européenne; le résultat ne s'est pas fait attendre: un massacre encore plus épouvantable, monstrueux, de la population algérienne taillée en pièces par les mitrailleuses des paras. Selon Soustelle (à l'époque gouverneur général d'Algérie), et ses chiffres sont certainement partiels, il y aurait eu 123 victimes européennes et 1273 algériennes (le FLN parle de 12000, ce qui doit s'approcher de la réalité).

Des observateurs de LO pourraient être surpris par une telle

rage de la part d'une organisation plus connue pour distiller le poison intellectuel du "bon sens" et des platitudes populistes enrobées de "socialisme" sans odeur ni saveur. Pourtant il n'y a qu'un monstrueux "glissement" de son économicisme désespéré. On le sait, Lutte ouvrière, dès lors qu'il s'agit de la politique à avoir dans une contrée hors de l'hexagone, se réfugie derrière la formule hypocrite: "comment pourrions-nous donner des leçons à tel ou tel peuple puisque nous ne sommes pas là", et refuse donc d'offrir une alternative, même de façon propagandiste, à la politique désastreuse des divers nationalistes du tiers-monde. Ce qui les entraîne à s'aplatir devant les faits, devant la "spontanéité". Dans le cas présent, ce que LO reproche à l'ANC nationaliste, c'est de vouloir "pratiquer le terrorisme à la place des masses" et elle lui oppose "les attentats peuvent être un moyen de défense spontanée des masses elles-mêmes".

Autant d'irresponsabilité meurtrière laisse sans voix: abandonnant la lutte de classe, LO appelle à la guerre raciale spontanée et, pour être sûre qu'elle soit "pure", sans organisation! Et déjà aux Antilles, les camarades de LO, Combat ouvrier, ont connu le même "dérapage" avec leurs mots d'ordre de "Blancs dehors" et "Etat des Noirs pauvres indépendant des Blancs et des riches".

Il est possible qu'au cours des mois qui viennent, au détour d'un article insipide, LO "corrige" sans l'avouer cette aberration meurtrière, mais qu'elle se souvienne que les habitants de ce petit village de Transylvanie tenaient le Baron Frankenstein responsable des crimes de son monstre qui lui avait "échappé". ■

Syndicat noir ...

Suite de la page 10

Comme le remarquait un expert du mouvement ouvrier, Ramaphosa n'a pas appelé à la grève dans tout le syndicat parce qu'il "ne voulait pas gâter ses relations avec l'Anglo American" (New York Times, 6 septembre).

ECRASEZ L'APARTHEID! POUR LA REVOLUTION OUVRIERE!

Oliver Tambo et les autres dirigeants de l'ANC, tout en négociant avec Relly et autres capitalistes sud-africains "progressistes", demandent aux masses noires de "rendre les townships ingouvernables". Autrement dit, c'est la politique du chaos. Elle peut gêner les dirigeants de l'apartheid pendant un certain temps, mais elle ne les renversera pas. Ce n'est d'ailleurs pas ce à quoi elle est destinée. Le but utopique et réactionnaire de l'ANC est de "partager le pouvoir", de faire pression sur

L'ANC ne cherche pas à écraser l'apartheid et l'Etat capitaliste qui le maintient en place, mais il cherche plutôt à faire pression sur la bourgeoisie sud-africaine pour qu'elle se débarrasse des formes de l'apartheid.

C'est à cause de ce programme réformiste que Winnie Mandela voit un ami dans un impérialiste "libéral" comme Teddy Kennedy. Parce qu'il ne peut pas se dégager du cadre du nationalisme, l'ANC (qui est basé sur les peuples de langue Xhosa) ne peut pas ouvrir la voie à la résolution des conflits tribaux tels que ceux entre les Zoulous et les Pondos. Sans un programme capable de détruire l'Etat de l'apartheid, la résistance noire se replie sur elle-même, substituant aux coups qui pourraient être véritablement portés à la classe dirigeante blanche des gestes d'auto-sacrifice. De la campagne moraliste pour un "Noël noir" à la campagne pour le désinvestissement, il y a là un aspect clé de la politique de

les patrons afin qu'ils laissent une couche de dirigeants noirs petits-bourgeois partager avec eux la sur-exploitation des travailleurs noirs.

Barayi a jeté tout le poids du COSATU dans la campagne pour le "désinvestissement", autre aspect de la politique du chaos: on essaie de "rendre l'économie ingouvernable" en faisant appel aux criminels de guerre d'Hiroshima et du Vietnam pour pressurer leurs alliés sud-africains afin qu'ils respectent mieux les formes. Barayi est dans la droite ligne de la stratégie qui a conduit au massacre de Sharpeville quand, pour justifier le désinvestissement, il déclare: "Souffrons tous ensemble; cela forcera le gouvernement à abolir l'apartheid" (Financial Times [Londres], 2 décembre 1985).

Pourtant, les impérialistes ont "désinvesti" des milliards de dollars, de livres, de deutschemarks et de francs, et cela n'a pas arrêté la main des assassins de l'apartheid. Car Botha sait très bien que les banquiers de Wall Street, Londres, Francfort ou Paris attendent seulement que soit imposée la "paix sociale", peu leur importe si c'est celle des

L'ANC qui dit aux ouvriers de "ne pas organiser leur pouvoir en tant que classe", mais plutôt des choses du genre "la souffrance vous fera libre".

En Afrique du Sud, la question n'est pas de savoir si le sang va couler, mais plutôt le sang de qui, quand, où et comment. Pour éviter un bain de sang racial-communautaire, dans lequel l'écrasante majorité des victimes seront les Noirs opprimés, les Métis et les Indiens, il est vital de forger un parti trotskyste en Afrique du Sud, un parti ouvrier qui puisse lancer la lutte sur des lignes de classe, neutraliser une partie de la population blanche et gagner les meilleurs éléments à la lutte pour une Afrique socialiste. Seul un tel parti, à la tête des masses opprimées noires, métisses et indiennes peut écraser l'apartheid et venger tous les martyrs de la lutte pour la libération noire.

Traduit de Workers Vanguard n°394

cimetières. A ce moment-là, les milliards afflueront de nouveau, à la recherche des surprofits produits par l'esclavage de l'apartheid.

Ceux qui prônent la politique du chaos sous-estiment dangereusement la capacité répressive des suprémacistes blancs qui sont en ce moment assez désorientés et politiquement divisés. En effet, si ceux qui sont au pouvoir en Afrique du Sud ne peuvent plus gouverner les townships, ils peuvent encore les isoler et les détruire. Il se trouvera bien un Hitler sud-africain parmi les nombreux candidats pour isoler totalement les townships, détruire le système d'égoûts et les hôpitaux, couper l'électricité, l'eau et les vivres... et attendre. Après 18 mois et des milliers, voire des millions, de morts, on aurait une "paix sociale" en Afrique du Sud pour au moins une génération.

Pretoria n'en est pas encore arrivé à une telle "solution finale", mais ils assassinent tout de même au hasard les habitants des townships. Winnie Mandela, l'épouse du dirigeant de l'ANC emprisonné, déclarait lors des funérailles de nouvelles victimes de l'apartheid, en défiant son bannissement: "Ce pays est à nous. Vous avez eu à enterrer nos enfants aujourd'hui; mais le sang de ces héros que nous avons enterrés sera vengé." Ce sont des paroles que doit saluer tout partisan de la justice sociale.

Mais comment les martyrs de l'apartheid seront-ils vengés? Certainement pas en appelant à rendre les townships ingouvernables. Et encore moins en négociant avec les Oppenheimer et Cie ou en faisant appel à Wall Street pour qu'ils désinvestissent en Afrique du Sud. Le fossoyeur de l'apartheid, celui qui vengera ses crimes, ne peut être que la puissante et combative classe ouvrière noire, dirigée par un parti bolchévique. C'est sur la tombe de l'apartheid qu'on pourra édifier un gouvernement ouvrier centré sur les Noirs, seule voie pour libérer l'Afrique noire des chaînes de l'exploitation néo-coloniale et de la domination impérialiste.

Adapté de Workers Vanguard n°393

Ecraser l'apartheid ! Révolution ouvrière !

Winnie Mandela défie l'apartheid

Winnie Mandela est depuis plus d'un quart de siècle victime d'une répression et d'un harcèlement grotesques de la part de l'Etat policier d'Afrique du Sud. Elle a été "interdite" pour que ses déclarations ne puissent être publiées. Elle a été bannie pour des années à Brandfort, petite ville perdue au milieu des *platteland* de l'Etat d'Orange. Pourquoi? Parce qu'elle est une combattante anti-apartheid et l'épouse du dirigeant de l'ANC Nelson Mandela, en prison depuis 23 ans et une bonne partie de ces années dans le tristement célèbre bagne de Robben Island. Les esclavagistes sud-africains ont fait de sa vie un enfer, mais Winnie Mandela est devenue un symbole de résistance noire à la cruelle suprématie blanche.

La révolte des masses noires se radicalise de plus en plus, la bannière de l'ANC apparaît de plus en plus souvent dans les funérailles des victimes noires qui se succèdent et Winnie Mandela dit ce qu'elle a à dire. L'été dernier, on a mis le feu à sa maison à Brandfort. Craignant pour sa vie, elle a refusé d'y retourner et est restée chez elle à Soweto, cette township de deux millions d'habitants près de Johannesburg. Le mois dernier, lors des funérailles des treize victimes massacrées par la police à Mamelodi, elle a courageusement bravé son "interdiction" en prenant la parole pour appeler à la vengeance. Le gouvernement a "levé" le bannissement, sauf pour Soweto. Comme l'a déclaré Winnie, après avoir rencontré son mari à Noël: "Je suis accusée d'un crime qui n'existe pas dans la plus grande partie du monde civilisé et démocratique: être chez soi."

Le 21 décembre, les flics ont débarqué chez elle et, comme elle résistait, ils l'ont brutalement traînée hors de sa maison. Le lendemain matin, Winnie Mandela revenait. Encore une fois les flics sont venus, et encore une fois elle leur a physiquement résisté. Cette fois, ils l'ont arrêtée et jetée en prison. Quand, le lendemain, Winnie sortait du tribunal, 400 à 500 personnes l'ont accompagnée dans les rues de Johannesburg. Le 30 décembre, la police l'arrêtait de nouveau alors qu'elle cherchait à rentrer chez elle à Soweto. Libérée sous caution, des charges pèsent toujours contre elle.

GUERRE DE CLASSE, PAS GUERRE DE RACES

Winnie Mandela et les millions de Noirs sud-africains qu'elle inspire ont poussé leur défi au régime d'apartheid jusqu'à la limite, mais celui-ci, armé jusqu'aux dents, tient toujours le fouet fermement dans sa main.



Mandel/AFP

A gauche: mai 85, aux obsèques de Andries Raditsela, dirigeant syndicaliste, 300 000 personnes réclamaient la libération de Nelson Mandela. Ci-dessus: Winnie Mandela aux funérailles de Mamelodi.

Le nationalisme libéral qu'elle partage avec l'ANC pose un problème à l'apartheid, mais il ne peut pas le détruire. Plus que jamais, les derniers événements montrent les conséquences fatales de cette impasse.

Le 23 décembre dernier, sept Blancs (dont trois enfants) étaient tués par une bombe terroriste placée dans un supermarché à Amanzimtoti, une station balnéaire réservée aux Blancs, près de Durban. La population blanche demande des représailles à cor et à cri. Le jour de Noël, 56 Noirs ont péri dans les faubourgs de Durban au cours d'affrontements qui ont opposé 2000 Zoulous armés de gourdins, de machettes et de lances et 3000 Pondos, une tribu de langue Xhosa. L'explosion a été provoquée par la concurrence pour les emplois dans une Afrique du Sud ravagée par la récession économique. Sans ressources, les Pondos partent de leur bantoustan, le Transkei, et s'installent dans les bidonvilles qui entourent Durban, bidonvilles qui font partie du Kwazulu, le bantoustan des Zoulous. Ce fut le pire affrontement tribal qu'on ait vu depuis une dizaine d'années.

Toujours à Noël, cinq Noirs sont morts dans une bataille entre des jeunes qui appelaient à un "Noël noir" et des travailleurs migrants qui refusaient d'annuler leurs fêtes. Dans une township noire, au nord-est du Cap, toujours à propos des fêtes, trois Noirs ont été tués et plusieurs autres blessés dans un affrontement qui opposait l'UDF (une coalition

multiclasse et multiraciale de groupes anti-apartheid) et l'AZAPO un groupe étroitement nationaliste noir. Le danger menace que tout cela dégénère en des guerres tribales, raciales ou entre différentes fractions du mouvement noir. La révolte contre l'apartheid exige absolument la direction d'un parti léniniste multiracial, armé du programme de la lutte de classe prolétarienne.

Dans les douze derniers mois, plus d'un millier de Noirs, beaucoup d'entre eux encore des enfants, ont été massacrés par l'Etat policier raciste. Pendant que les Noirs enterrent leurs morts dans leurs misérables townships, les Blancs, à quelques kilomètres de là, jouent au cricket et s'invitent à des soirées. On peut comprendre la rage du désespoir qui a animé celui qui a fait sauter la bombe dans la station balnéaire chic de Durban. Pourtant, le terrorisme indiscriminé contre la population blanche est criminel et moralement indéfendable et, de plus, il ne peut que se retourner contre les masses noires.

La bombe d'Amanzimtoti ne peut que faciliter le jeu de la fraction dure des suprémacistes blancs qui sont prêts à massacrer, tout à fait à la Hitler, des centaines de milliers de Noirs pour restaurer la loi et l'ordre de l'apartheid. Le reporter Alan Cowell notait la différence entre la réaction des Blancs quant à l'attaque à la bombe et leur attitude face à la terreur policière quotidienne dans les townships noires: "La mort

d'un Noir n'est, pour beaucoup de Blancs, que la conséquence de l'application de ce qu'on appelle la loi et l'ordre. Les meurtres des cinq Blancs, touchant le nerf sensible de ceux qui contrôlent le gouvernement, sont vus, par contre, par ces mêmes gens comme une offense et un défi dont la seule réponse est le châtiement que les seigneurs réservaient à leurs serfs [...].

"S'il y avait un état d'esprit qui prévalait parmi les Blancs après l'effusion de sang à Amanzimtoti, en dehors du choc, c'était la volonté de vengeance" (New York Times, 25 décembre 1985). Et qu'on se rappelle que les Blancs ont tous les fusils.

Même si aucun groupe n'a publiquement revendiqué la responsabilité de l'attentat de Durban, l'ANC ne l'a pas du tout répudié. Dans le passé, l'ANC avait très soigneusement limité ses actions de guérilla à des attaques contre des installations militaires et économiques. Mais, l'année dernière, il a annoncé un changement de politique. Il a inclus dans ses objectifs ce qu'il appelle des "cibles molles" et a reconnu que cela se traduirait par une augmentation des pertes parmi la population civile blanche. Dans le même temps, la direction de l'ANC cherche toujours à conclure un marché avec l'aile "libérale" de la classe dirigeante blanche représentée par l'empire minier et industriel de l'Anglo American.